



Gérer la Cité

Jean-Christophe BERGE
Mail : jcberge@fcl.fr

Isabelle KEBE
Mail : ikebe@fcl.fr

Caroline SECOND
Mail : csecond@fcl.fr

Métropole du Grand Nancy

/ Analyse rétrospective et premiers enjeux en matière de recettes



87 rue St-Lazare | 75009 Paris
Tél. 01 55 34 40 00 | Fax 01 40 41 00 95
Mail : fcl@fcl.fr

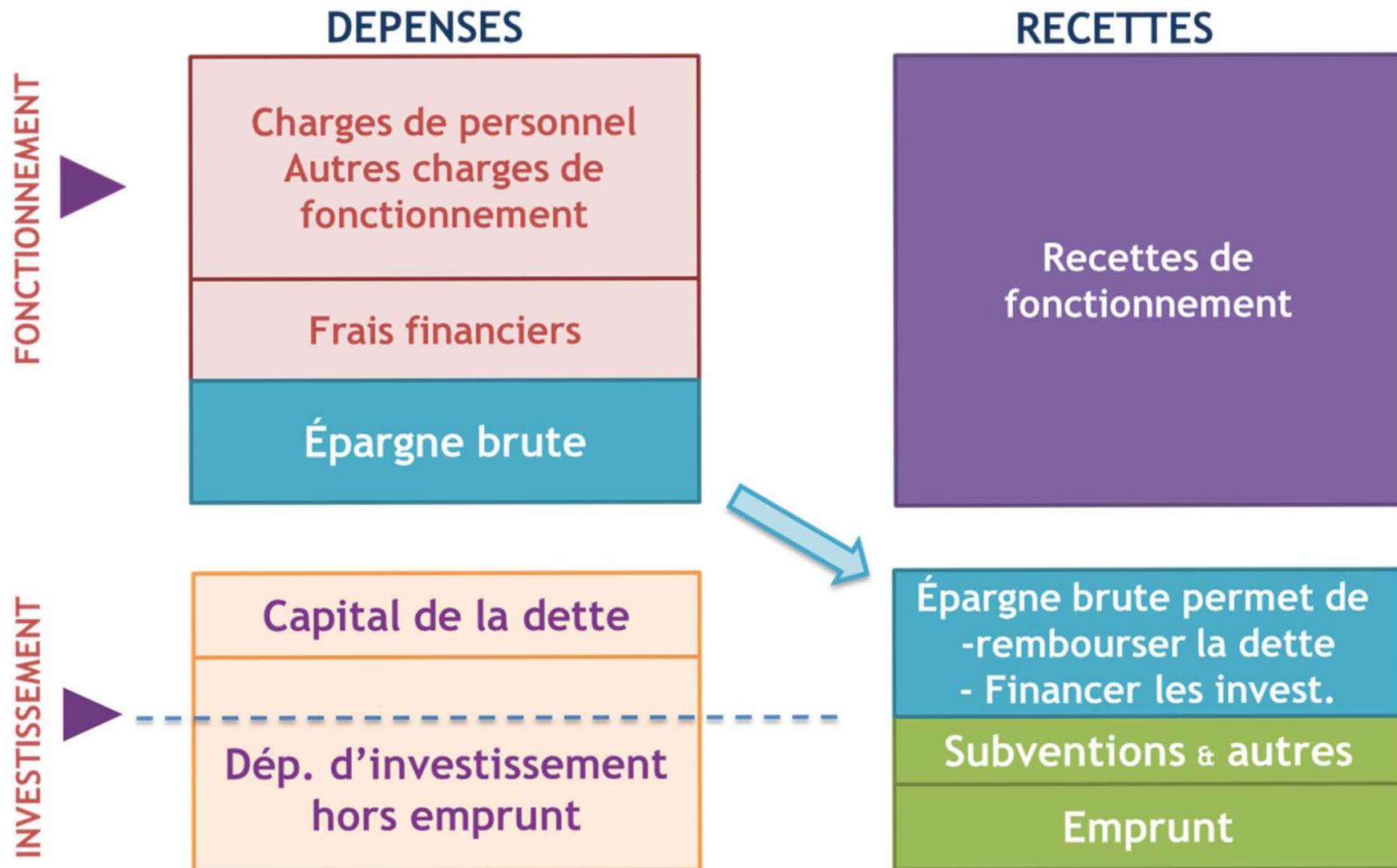
www.fcl.fr



/ 29 09 2020



Fonctionnement des budgets locaux





1 – Méthodologie



Echantillon de comparaison

- Pour la plupart des comparaisons, la Métropole du Grand Nancy est comparée aux autres métropoles de moins de 400 000 habitants, soit 6 autres groupements :

| Nom | Pop municipale | Population ville centre | Poids de la ville "centre" | Nombre de communes |
|---------------------------------|----------------|-------------------------|----------------------------|--------------------|
| Brest Métropole | 209 722 | 142 629 | 67% | 8 |
| Metz Métropole | 221 192 | 119 856 | 53% | 44 |
| Dijon Métropole | 253 638 | 159 031 | 62% | 24 |
| Métropole du Grand Nancy | 256 769 | 106 953 | 41% | 20 |
| Orléans Métropole | 286 257 | 118 102 | 41% | 22 |
| Clermont Auvergne Métropole | 289 817 | 146 112 | 49% | 21 |
| Tours Métropole Val de Loire | 293 035 | 139 963 | 47% | 22 |

- Pour certaines comparaisons, un second échantillon est utilisé, correspondant à l'ensemble des métropoles hors Paris/Marseille/Lyon :

| Nom | Pop municipale | Population ville centre | Poids de la ville "centre" | Nombre de communes |
|--|----------------|-------------------------|----------------------------|--------------------|
| Saint-Etienne Métropole | 404 323 | 174 298 | 42% | 53 |
| Métropole Toulon-Provence-Méditerranée | 434 982 | 171 643 | 39% | 12 |
| Grenoble-Alpes-Métropole | 444 533 | 160 836 | 36% | 49 |
| Rennes Métropole | 447 429 | 222 104 | 49% | 43 |
| Montpellier Méditerranée Métropole | 472 217 | 286 098 | 61% | 31 |
| Eurométropole de Strasbourg | 494 089 | 283 515 | 57% | 33 |
| Métropole Rouen Normandie | 489 844 | 112 596 | 23% | 71 |
| Métropole Nice Côte d'Azur | 537 999 | 345 998 | 64% | 49 |
| Nantes Métropole | 646 522 | 314 611 | 48% | 24 |
| Toulouse Métropole | 771 132 | 482 738 | 62% | 37 |
| Bordeaux Métropole | 791 958 | 256 045 | 32% | 28 |
| Métropole Européenne de Lille | 1 146 320 | 236 782 | 20% | 90 |



Retraitements des données comptables

- **Les données comptables ont été retraitées de la manière suivante :**
 - Les recettes réelles de fonctionnement sont corrigées des cessions, dans la mesure où des cessions importantes, par nature ponctuelles, peuvent biaiser les comparaisons.
 - La participation au fonds national de garantie des ressources individuelles (FNGIR) a été mis en place pour neutraliser la réforme de la suppression de la taxe professionnelle en 2010-2011. Cet flux est considéré comme une moindre recette.
 - Lorsque les budgets principaux et annexes sont consolidés, les « flux croisés » ont été retraités : il s'agit de flux entre budgets qui ne sont pas des recettes ou dépenses pour la métropole dans son ensemble (exemple : subvention du budget principal au budget transport).
 - Les présentations en « budgets consolidés » intègrent l'ensemble des budgets annexes, pour être au maximum sur des données comparables avec les autres métropoles. Il convient cependant de noter que les budgets eau et assainissement présentent des particularités :
 - Ils s'équilibrent par les redevances spécifiques à ces budgets, alors que les autres budgets s'équilibrent le cas échéant par une participation du budget principal
- **Lorsque des données portant sur le territoire (Métropole + communes) sont présentées, elles sont retraitées de flux croisés :**
 - Attributions de compensation
 - Dotation de solidarité communautaire
 - Fonds de concours : la part d'investissement correspondant aux fonds de concours est considérée portée par la Métropole



Retraitements des données comptables : exemple du CA 2019

| | Budget principal | Budgets annexes | | Budget principal | Budgets annexes |
|--|------------------|-----------------|--|------------------|-----------------|
| Recettes réelles de fonctionnement hors cessions | 286,2 M€ | 154,5 M€ | Dépenses réelles de fonctionnement | 235,9 M€ | 112,9 M€ |
| FNGIR | 8,0 M€ | | FNGIR | 8,0 M€ | |
| Recettes réelles de fonctionnement hors cessions/FNGIR | 278,2 M€ | 154,5 M€ | Recettes réelles de fonctionnement hors cessions/FNGIR | 227,8 M€ | 112,9 M€ |
| dont flux croisés | 2,5 M€ | 11,6 M€ | dont flux croisés | 11,6 M€ | 2,5 M€ |
| Recettes réelles de fonctionnement consolidées | 418,6 M€ | | Dépenses réelles de fonctionnement consolidées | 326,7 M€ | |

Neutralisation de la suppression de la taxe professionnelle en 2010-2011. Considéré comme une moindre recette.

Remboursements de frais par les BA au BP

Participations du budget principal aux budgets annexes :

- 6,7 M€ au budget du Palais des Congrès
- 4 M€ au budget transports
- 0,5 M€ au budget locations immobilières
- 0,4 M€ au budget parc de stationnement

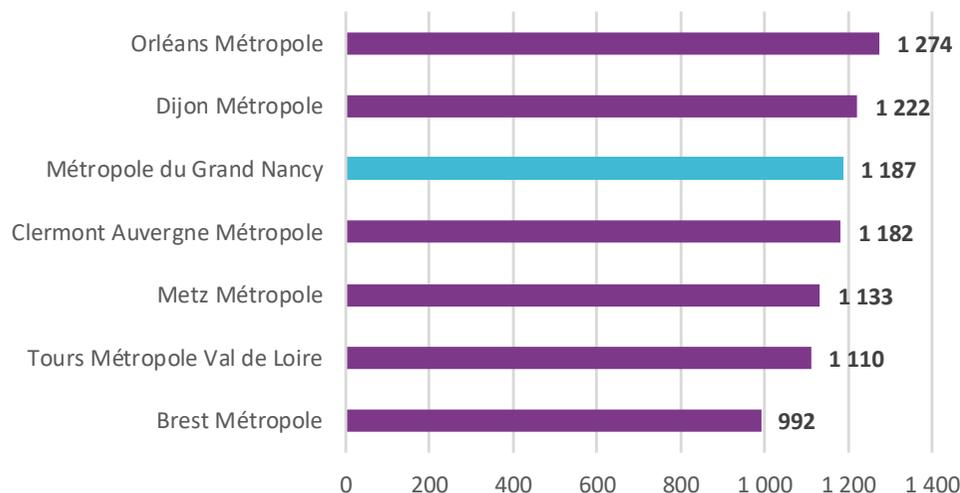


2 – Une richesse fiscale médiane pour le territoire



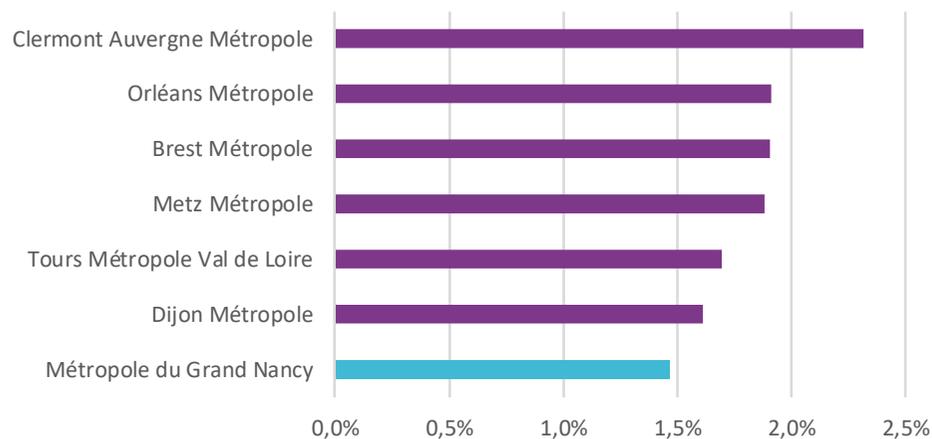
Pour le territoire, une richesse fiscale médiane et peu évolutive

Potentiel financier moyen des communes (€/hab.)



Source : données DGF 2019

Taux de croissance annuel moyen 2014-2019 des bases brutes de foncier bâti



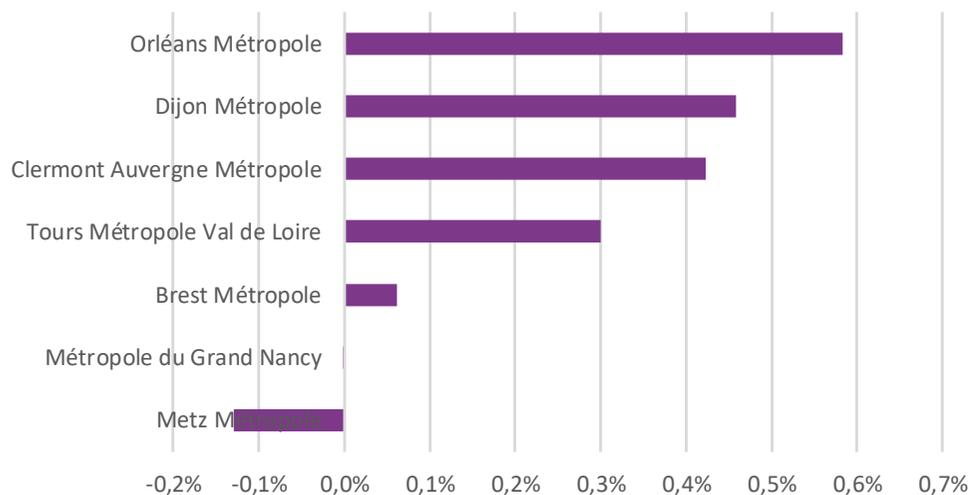
Source : données DGF 2019 et 2014

- Le potentiel financier des communes a été utilisé car il intègre la richesse potentielle des communes et du groupement.
- Le territoire du Grand Nancy se situe dans une médiane haute du point de vue de cet indicateur : la richesse « potentielle » du territoire n'est ni particulièrement élevée, ni particulièrement faible.
- Elle est en revanche peu dynamique. La définition des différents indicateurs a été modifiée sur la période d'analyse. Cette dynamique est appréhendée ci-contre à l'aide des bases brutes de foncier bâti par habitant, qui intègre à la fois les bases professionnelles et d'habitation.



Une population en stagnation sur les dernières années

Taux de croissance annuel moyen (pop. INSEE) 2014-2019

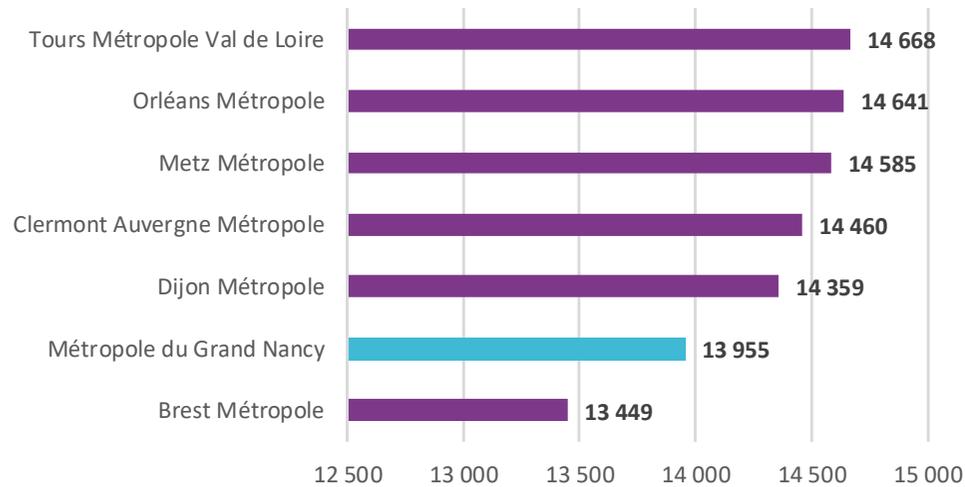


- Une partie de cette faible dynamique provient de l'absence de croissance de la population (stagnation de la population INSEE entre 2014 et 2019 – 3 ans de décalage entre recensement et population INSEE).



Une richesse fiscale médiane pour le territoire

Revenu imposable moyen de la population



- Les revenus moyens de la population sont en revanche dans la fourchette basse de l'échantillon, avec une disparité importante entre les communes.

Minimum : Maxeville
8 735 €/hab.

Maximum :
Dommartemont
36 794 €/hab.

Nancy :
13 743 €/hab.



Source : données DGF 2019



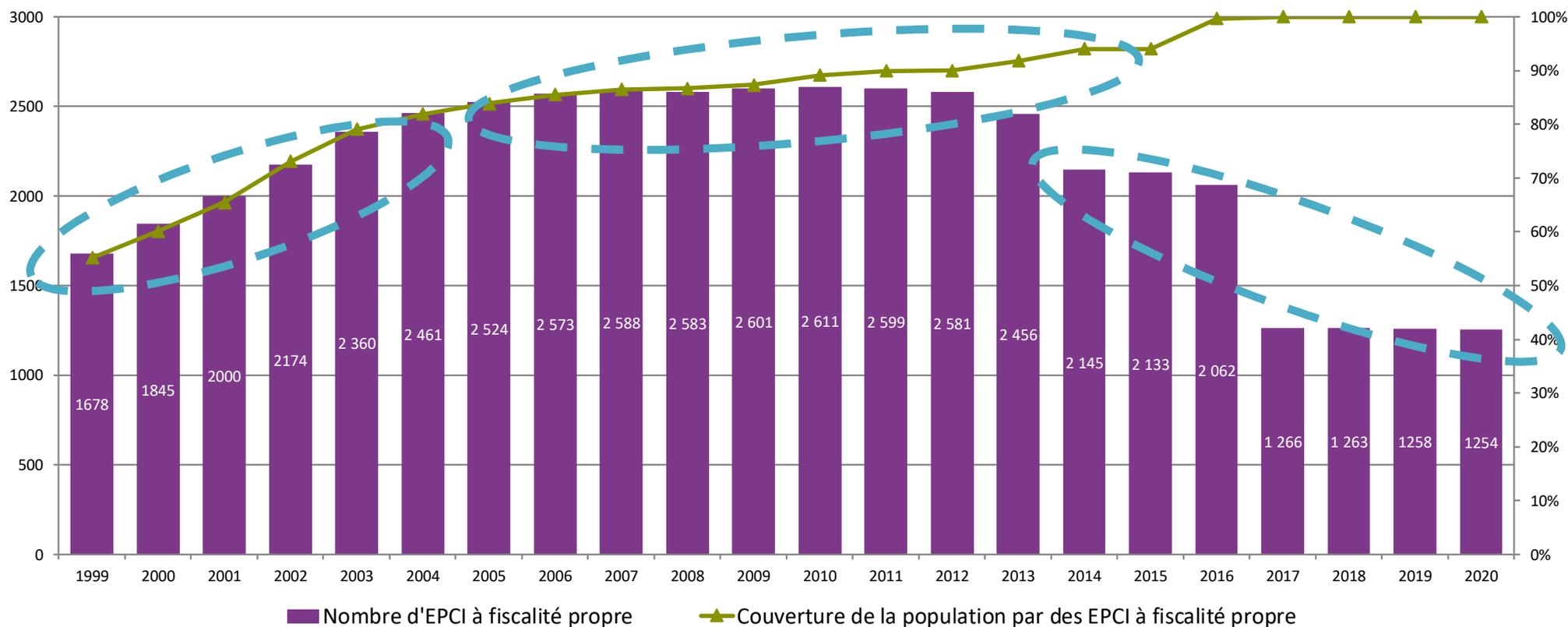
3 – Une coopération intercommunale historiquement élevée sur le territoire du Grand Nancy



3.a – Une coopération intercommunale historique



Un développement quantitatif de l'intercommunalité en trois temps en France



- Au début des années 2000, augmentation rapide du nombre de groupements à fiscalité propre principalement sous l'effet incitatif de la dotation d'intercommunalité
- Plafond en nombre d'EPCI et en taux de couverture de la population dans la seconde moitié des années 2000, avec en particulier un faible taux de couverture en Ile-de-France
- Mise en place de mécanismes coercitifs/automatiques avec les schémas de coopération intercommunale et la création automatique des métropoles de droit commun



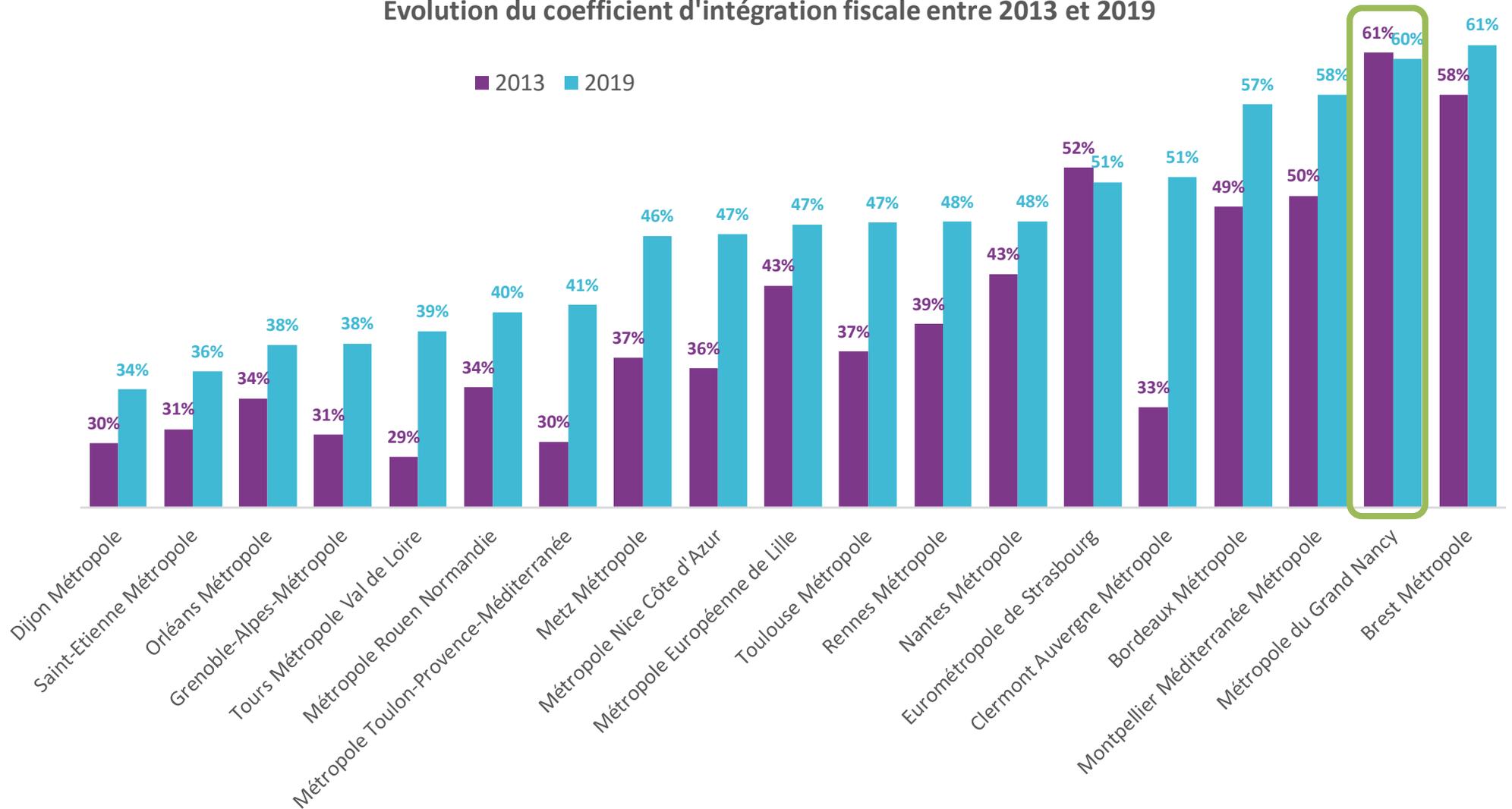
La métropole de Nancy présente la particularité d'avoir structuré très tôt un niveau de compétences intercommunales élevé

- Le District s'est transformé en Communauté Urbaine en 1996, et son périmètre n'a plus été modifié depuis (20 communes)
- Le coefficient d'intégration fiscale (CIF) constitue l'une des mesures de l'intégration intercommunale. Schématiquement, il mesure le poids de la fiscalité du territoire (communes + groupement) conservée par le groupement (et non reversée aux communes).
- Avec un niveau de l'ordre de 60%, ce coefficient est le plus élevé de l'échantillon élargi, avec Brest Métropole.
- Particularité, il est stabilisé à ce niveau élevé depuis de nombreuses années alors que toutes les autres métropoles ont enregistré une hausse de ce coefficient, sans toutefois rattraper le Grand Nancy (à l'exception de Brest).
- Autrement dit, le niveau d'intégration est plus élevé que celui des autres métropoles et ce depuis bien avant la transformation de 2016.



La métropole de Nancy présente la particularité d'avoir structuré très tôt un niveau de compétences intercommunales élevés

Evolution du coefficient d'intégration fiscale entre 2013 et 2019

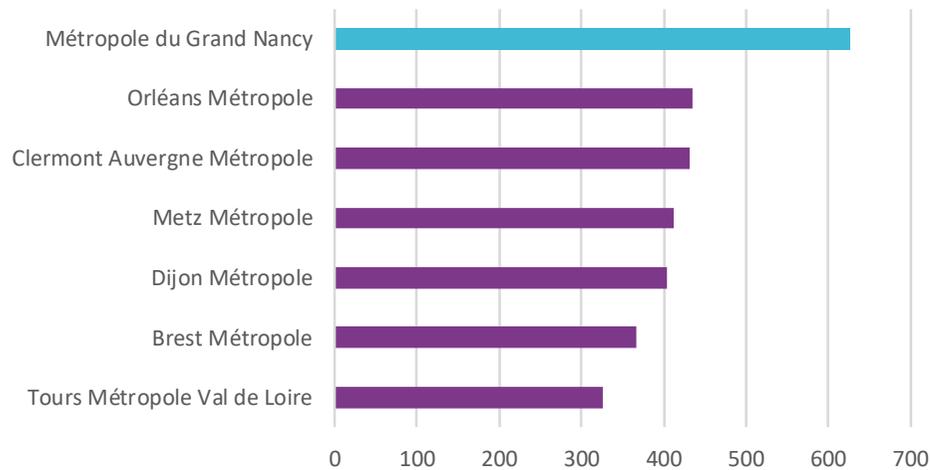


Méthodologie : pour les groupements ayant changé de périmètre, les données affichées sont celles du groupement comprenant la ville centre l'année considérée



Des produits fiscaux concentrés au niveau de la métropole

Produits fiscaux /hab.

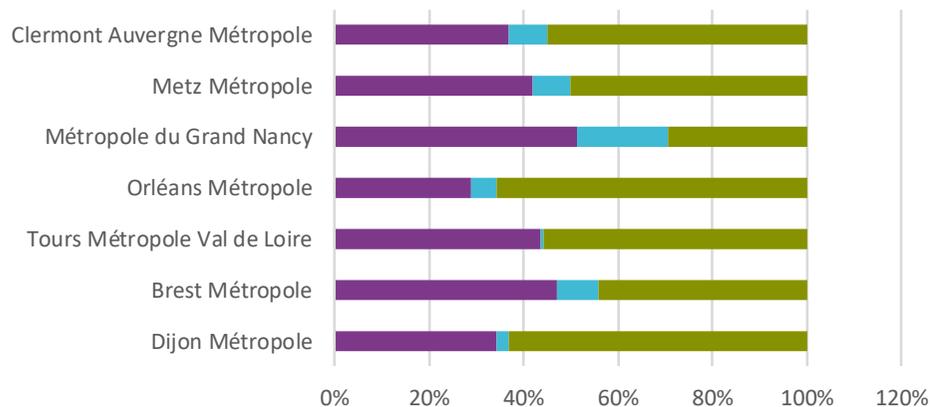


- Plusieurs éléments caractérisent la fiscalité de la Métropole :

- Un produit par habitant plus élevé que l'échantillon de comparaison
- Une concentration plus importante sur la taxe d'habitation du fait de l'historique du transfert du taux du département lors de la suppression de la taxe professionnelle, et de l'historique en fiscalité professionnelle unique de la plupart des autres métropoles. La TH levée sur le territoire (métropole et communes) est la plus élevée du panel.
- Une concentration des produits de foncier bâti et de taxe d'habitation au niveau de la métropole beaucoup plus importante que sur les autres territoires.

Source : données DGF 2019. Périmètre : TH/FB/FNB/CFE/IFER/CVAE/TASCOM/FNGIR/DCRTP

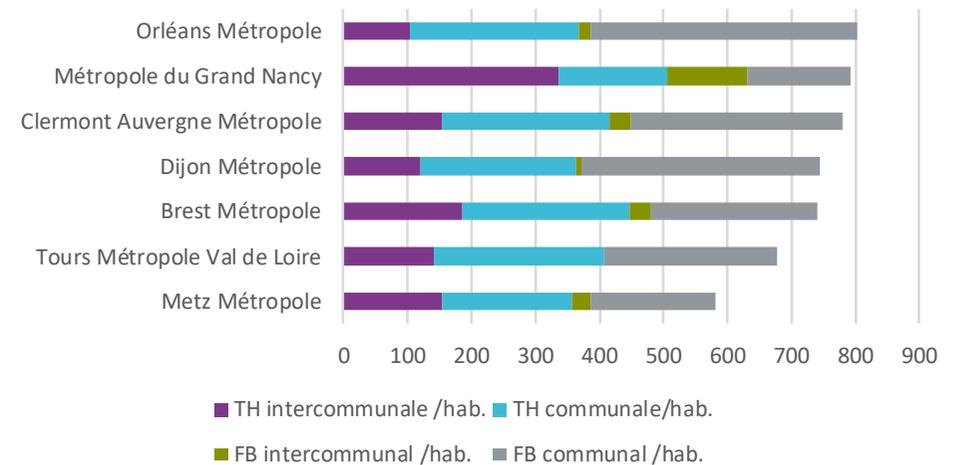
Répartition de la fiscalité métropolitaine



■ Fiscalité ménages ■ Fiscalité mixte ■ Fiscalité professionnelle

Source : données DGF 2019. Fiscalité mixte : FB/FNB

Produits de TH et FB du territoire



■ TH intercommunale/hab. ■ TH communale/hab.

■ FB intercommunal/hab. ■ FB communal/hab.



3.b – Des recettes et dépenses élevées mais un impact fort de la baisse des dotations de l'Etat



En conséquence, elle perçoit un niveau de dotations élevé... mais qui a plus diminué que les autres métropoles

- La dotation globale de fonctionnement (DGF) comporte deux parts pour les groupements :
 - La dotation d'intercommunalité
 - La dotation de compensation, qui correspond à la compensation de la suppression de la part « salaires » de la taxe professionnelle entre 2000 et 2003
- La baisse des dotations de l'Etat ou « contribution au redressement des finances publiques » (CRFP) a représenté 11,5 Mds d'euros au niveau national. Elle a été imputée sur la dotation d'intercommunalité.

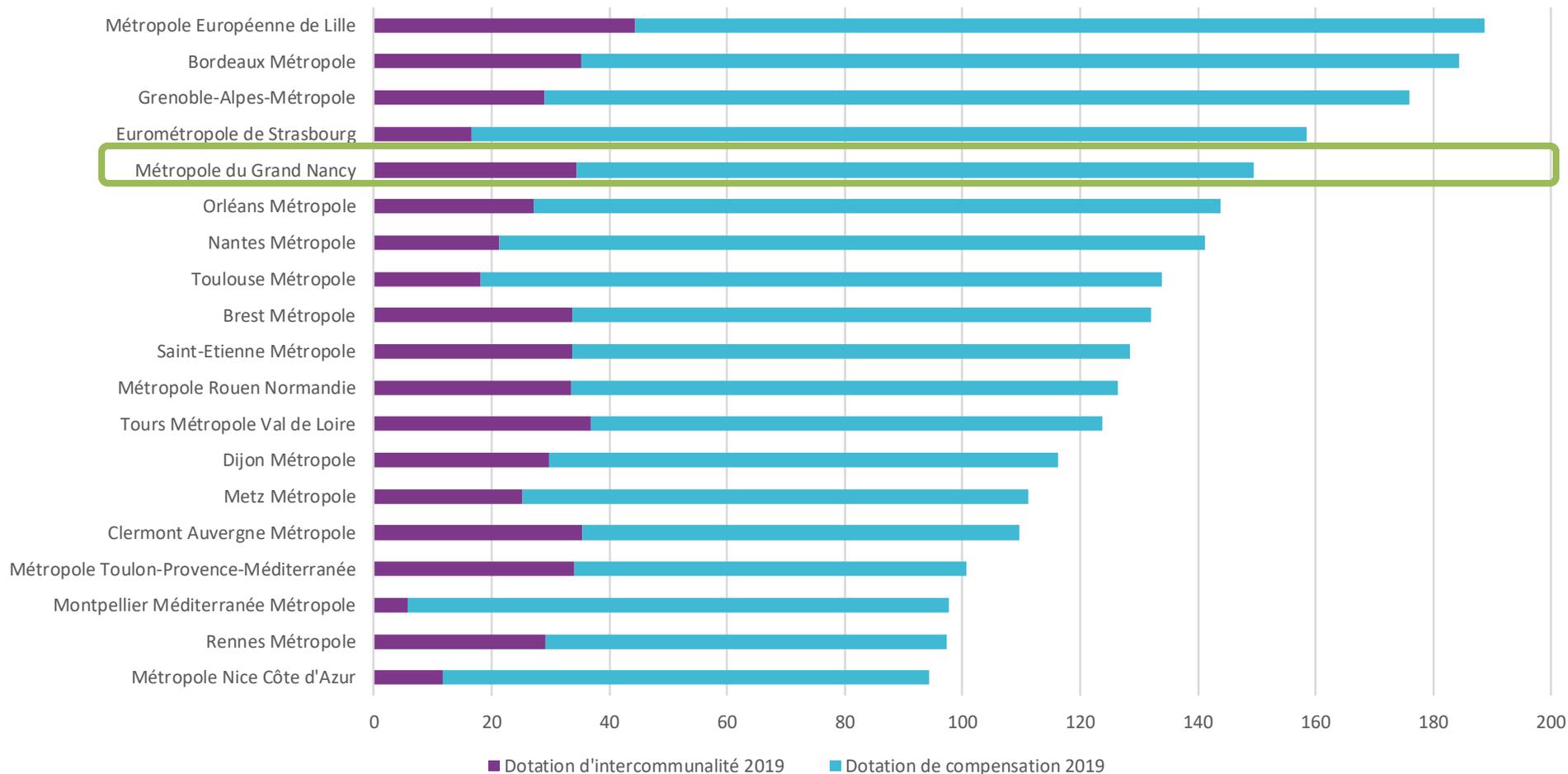
| <i>Contribution au redressement des finances publiques - en M€</i> | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Communes | 588 | 1 450 | 1 450 | 725 |
| EPCI | 252 | 621 | 621 | 311 |
| Départements | 476 | 1 148 | 1 148 | 1 148 |
| Régions | 184 | 451 | 451 | 451 |
| Total | 1 500 | 3 670 | 3 670 | 2 635 |

- Hormis pour les départements, cet effort a été réparti au prorata des recettes réelles de fonctionnement (nettes des atténuations) du budget principal. Conséquence, un groupement fortement intégré comme le Grand Nancy a pris en charge un volume de CRFP important.
- La dotation de compensation baisse également tous les ans pour financer les besoins de hausse d'autres dotations (augmentation de la péréquation, etc.)



En conséquence, elle perçoit un niveau de dotations élevé... mais qui a plus diminué que les autres métropoles

Dotation globale de fonctionnement par habitant en 2019

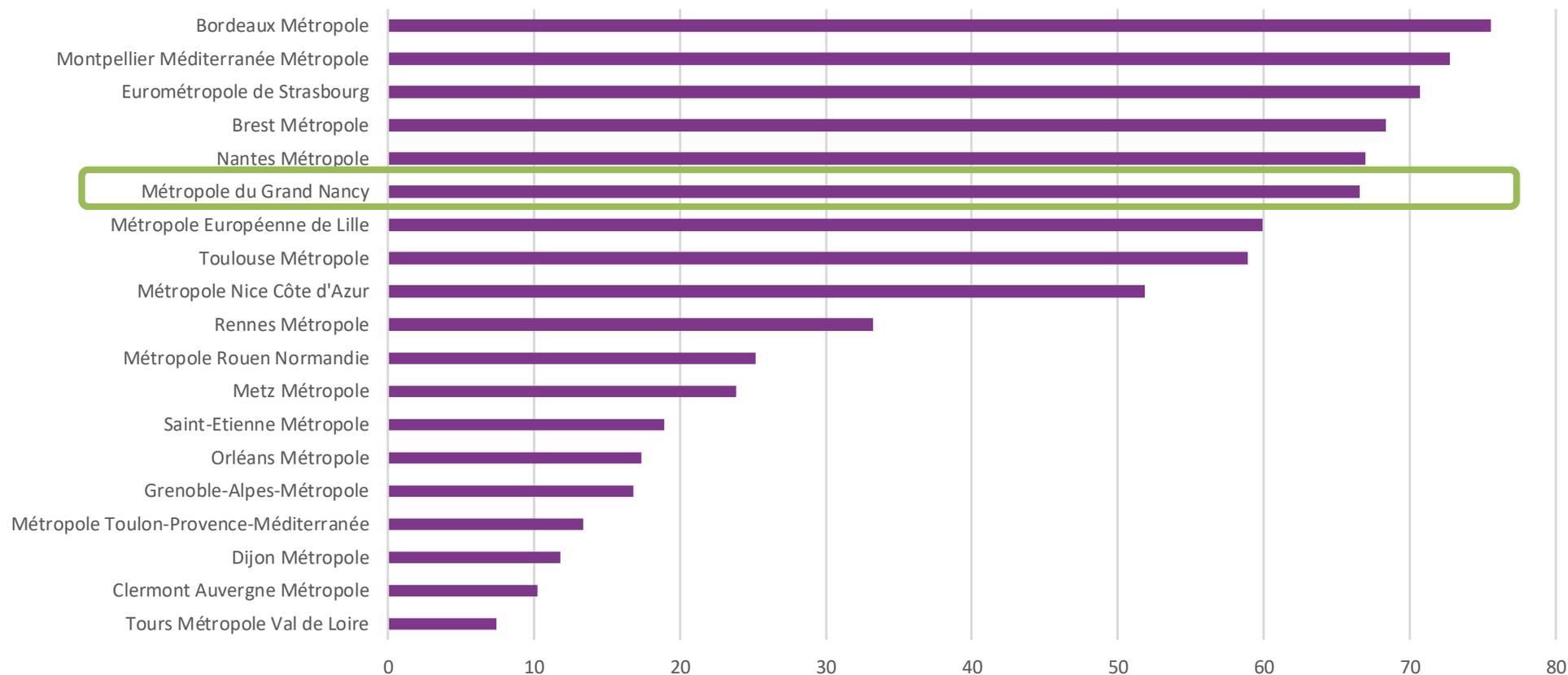


- Avec un montant de DGF de 149 €/hab. en 2019, le Grand Nancy présente le quatrième niveau le plus élevé des métropoles, le 1^{er} des métropoles de moins de 400 000 habitants



En conséquence, elle perçoit un niveau de dotations élevé... mais qui a plus diminué que les autres métropoles

Baisse de DGF en €/hab entre 2014 et 2019



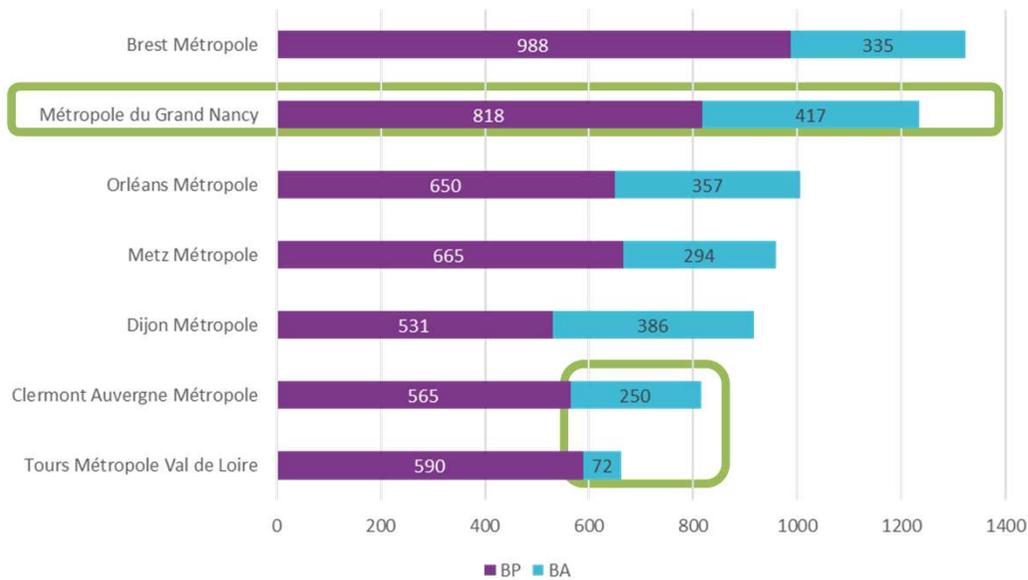
Méthodologie : pour les groupements ayant changé de périmètre, les données 2014 prises en compte sont celles du groupement comprenant la ville centre l'année considérée (le périmètre peut donc être différent de celui de la métropole actuelle).

- Avec une perte de 67 €/hab. entre 2014 et 2019, le Grand Nancy enregistre la seconde perte de DGF la plus importante parmi les métropoles de moins de 400 000 habitants (derrière Brest). Pour les autres métropoles, la moindre baisse peut être due à la répartition de la contribution au redressement des finances publiques et/ou à des gains liés notamment à la transformation en métropole ou à des fusions.

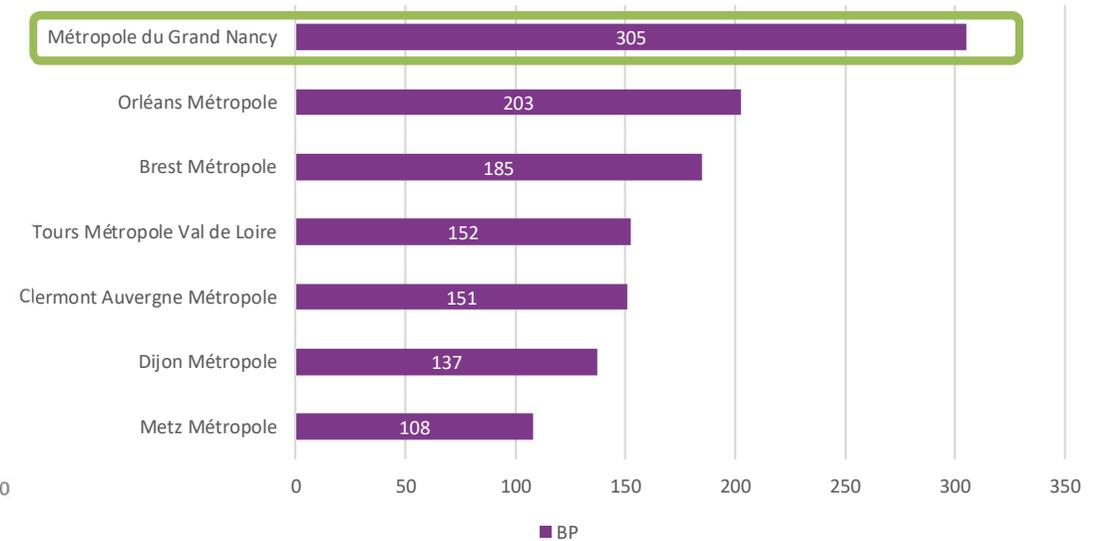


Dans le même temps, elle porte un niveau de dépenses important en fonctionnement et en investissement

Dépenses réelles de fonctionnement par habitant (2019, budgets consolidés)



Charge nette d'investissement (hors dette, tous budgets consolidés) 2014-2019 par habitant



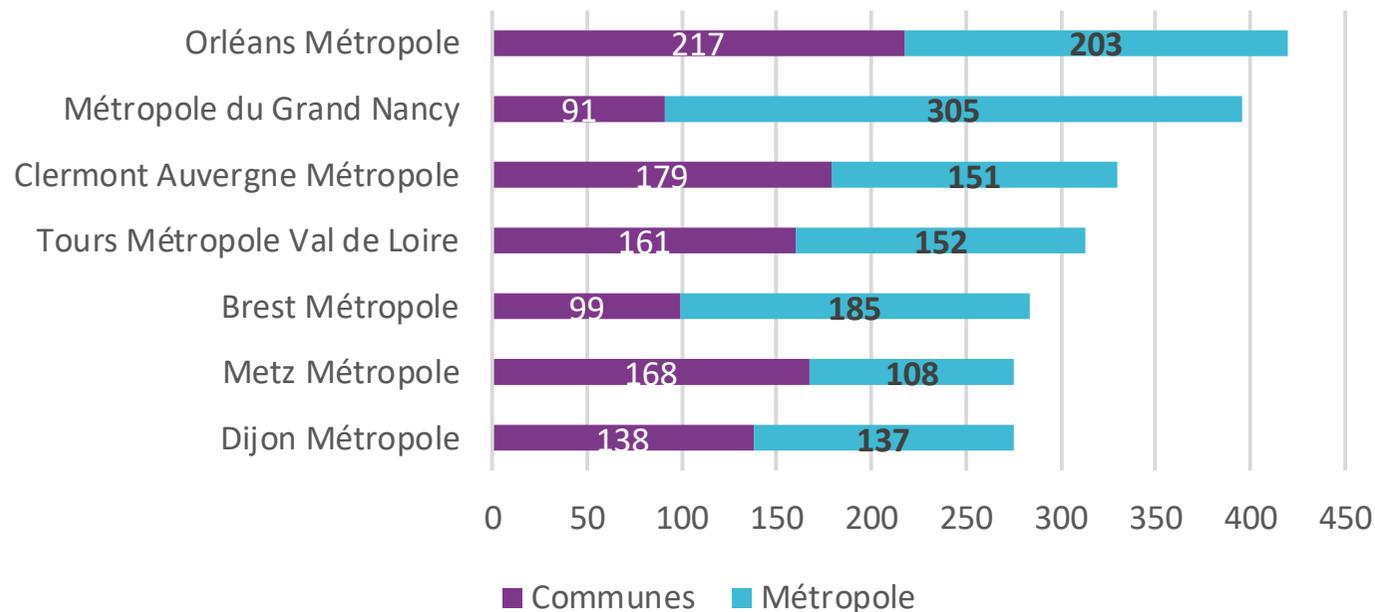
- Les comparaisons en dépenses par habitant sont à considérer avec prudence du fait des effets de périmètre :
 - Compétences exercées par un syndicat (exemple de Clermont et Tours pour lesquelles la compétence transport est exercée par un syndicat, ce qui réduit faiblement les dépenses par habitant)
 - Mode de gestion : dans le cadre d'une DSP avec perception des recettes par le délégataire, la dépense apparaît moins élevée que si la Métropole percevait les recettes ou si l'activité est exercée en régie
- Modulo ces précautions, les dépenses par habitant sont en fourchette haute de l'échantillon, confirmant le caractère très intégré du Grand Nancy.



Dans le même temps, elle porte un niveau de dépenses important en fonctionnement et en investissement

- Le territoire du Grand Nancy présente une double particularité :
 - Le niveau d'investissement est important
 - Le Grand Nancy est le territoire de l'échantillon sur lequel ces investissements sont le plus portés par la métropole par rapport aux communes :

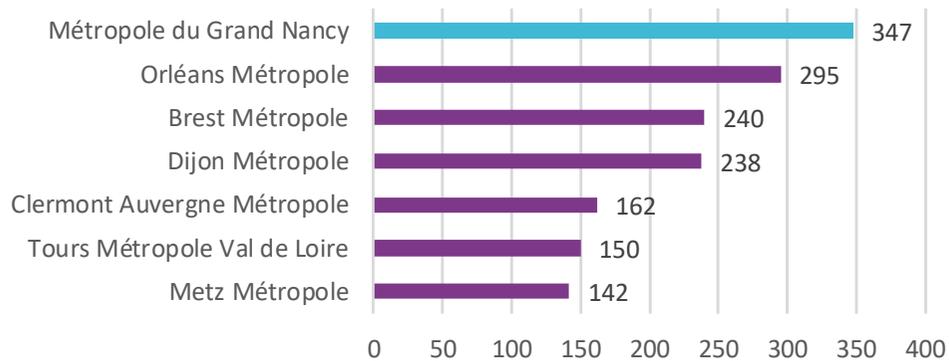
Charge nette d'investissement hors dette par habitant - 2014-2019





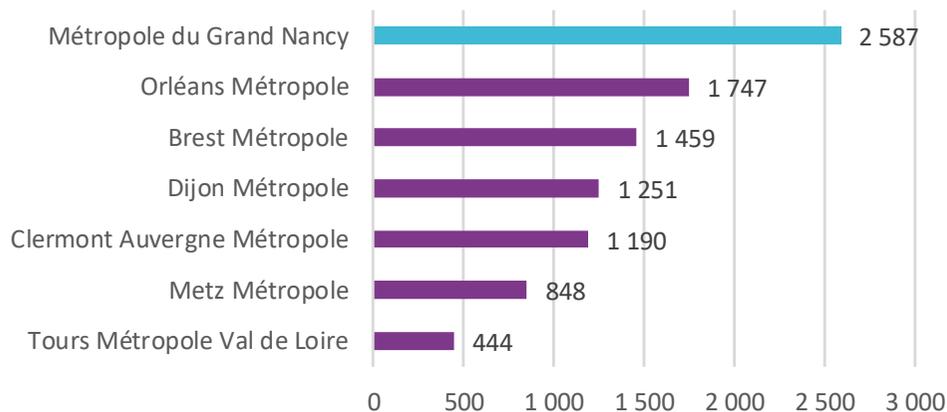
Qui se traduit par un endettement élevé

Epargne brute /hab (2019, tous budgets consolidés)

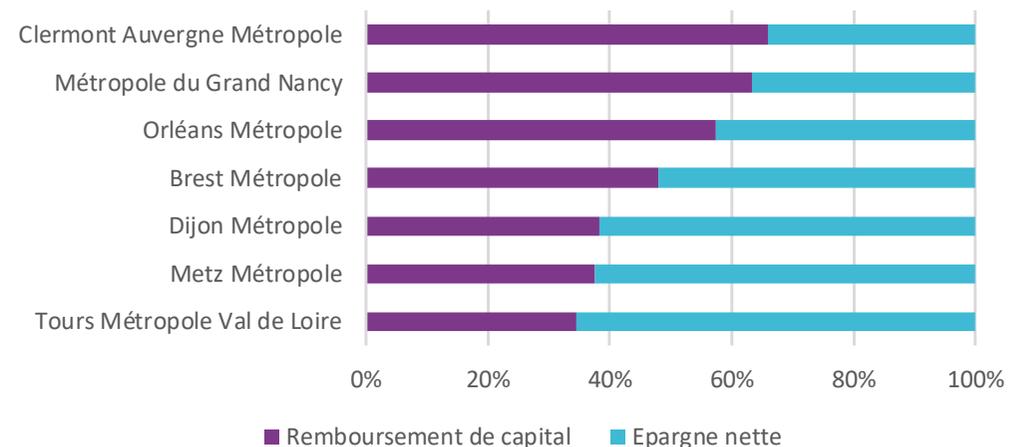


- La métropole du Grand Nancy dégage un niveau d'épargne brute élevé.
- Mais cette épargne est consommée de manière importante par le remboursement de la dette (aux deux tiers environ).
- Son niveau d'investissement étant élevé, cela signifie qu'elle doit mobiliser de manière plus importante l'endettement, ce qui entretient le niveau élevé du capital à rembourser.

Encours de dette /hab. à fin 2019



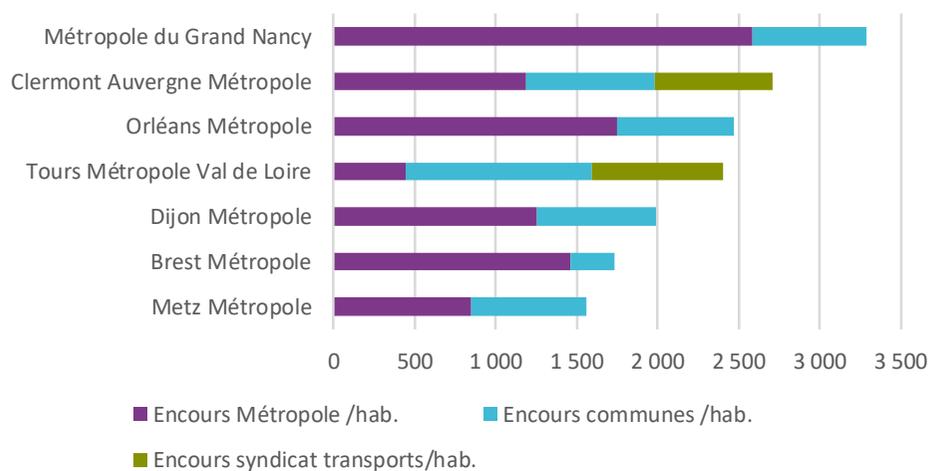
Consommation de l'épargne brute par le remboursement de dette





L'endettement est très majoritairement porté par la métropole et reste élevé en consolidant le « bloc communal »

Encours de dette du territoire (2019)



Méthodologie : pour les syndicats, encours de dette ramené à la population totale couverte par le syndicat, y compris hors métropole. Les données ne sont pas retraitées d'éventuelles dettes entre les communes et la métropole.

- La dette totale des syndicats de transport a été intégrée : cela induit un léger biais dans les comparaisons dans la mesure où ces syndicats ont un périmètre plus large que les métropoles concernées
- Cette vision « consolidée » ne remet pas en cause la conclusion d'un endettement élevé
- Plus des trois quarts de la dette du territoire est portée par la métropole



3.c – Des compétences axées sur la proximité, le transport et l'aménagement



Méthodologie

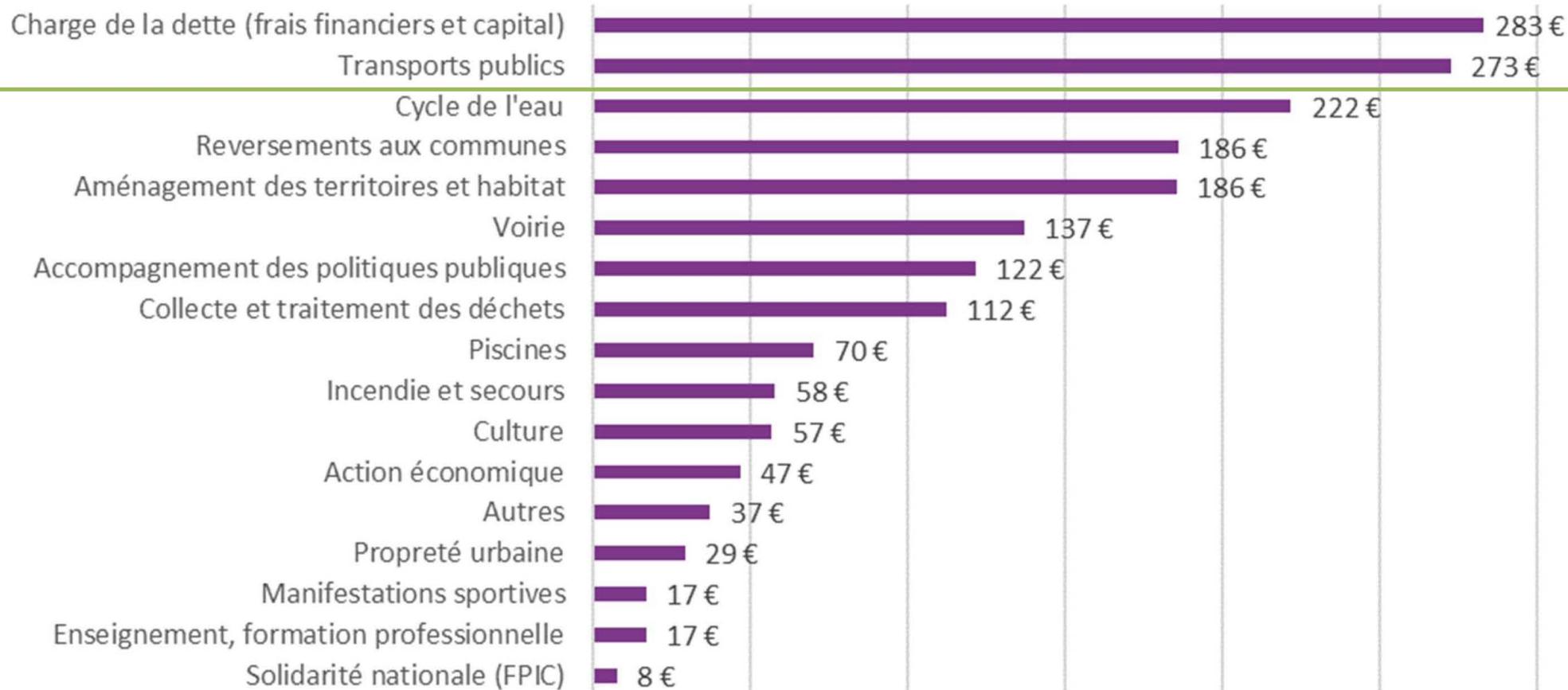
- Les analyses des dépenses par fonctions ont été réalisées sur la base des extractions du logiciel comptable, en utilisant comme grille de passage la nomenclature fonctionnelle de la M57.
- Afin de conserver une homogénéité dans le traitement des données, les opérations des budgets qui appliquent une autre nomenclature fonctionnelle (SPIC notamment), ont été transposées en M57, dans la catégorie fonctionnelle la plus proche.
- Par exemple, pour le budget transports, les opérations identifiées comme relevant du transport scolaire ont été affectées à la catégorie correspondante en M57 (sous-fonction 81). Les opérations des services communs et du transport urbain ont été affectées en sous-fonction 82 – Transports publics de voyageurs.
- Les volumes financiers sont présentés consolidés, c'est-à-dire hors flux croisés entre budgets. Les flux croisés ont été déduits au niveau de la fonction 0 – Services généraux. Ils sont également nets de la contribution au FNGIR de la Métropole.



Principaux champs d'intervention en 2019

La charge de la dette et les transports publics représentent de loin les deux premiers postes de dépenses

Dépenses totales par habitant 2019 : 1 860 €

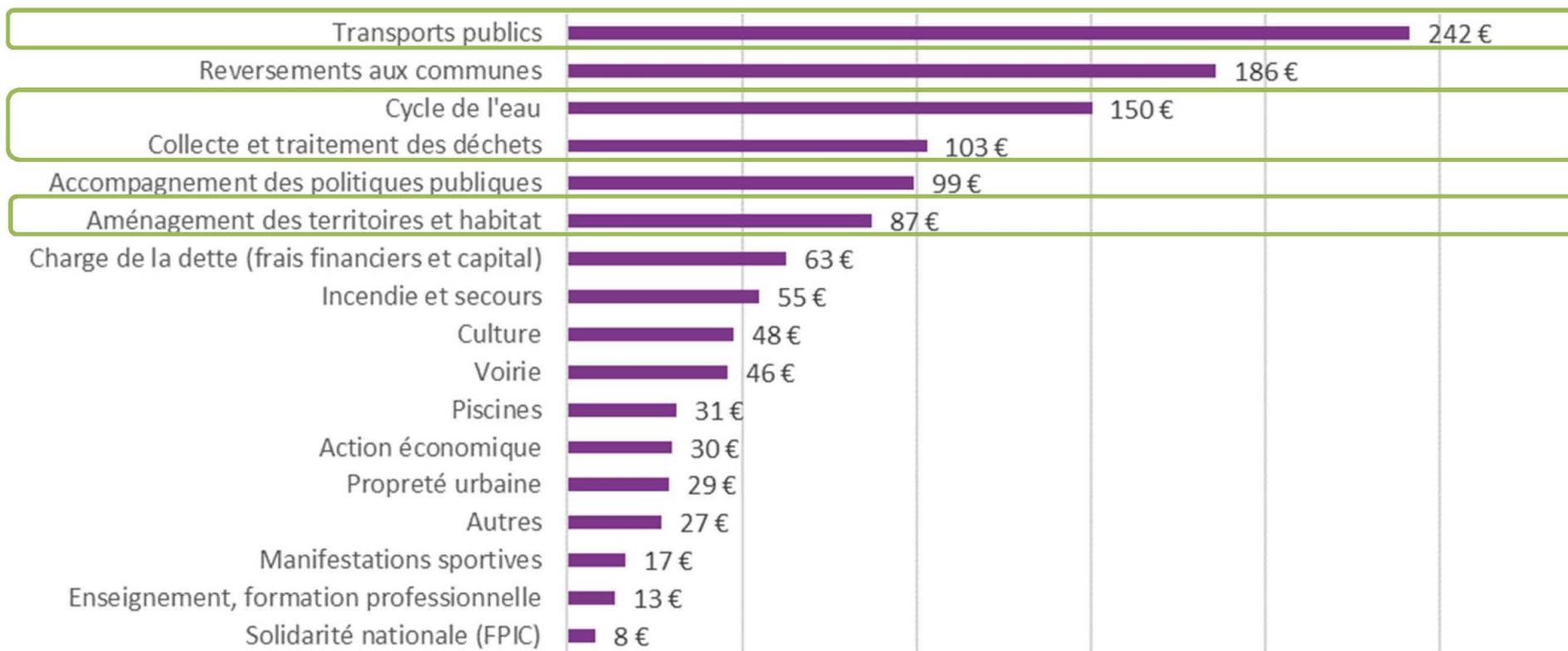




Principaux champs d'intervention en 2019

Les grands postes de dépenses en fonctionnement correspondant aux services urbains historiques

Dépenses de fonctionnement par habitant 2019 : 1 235 €



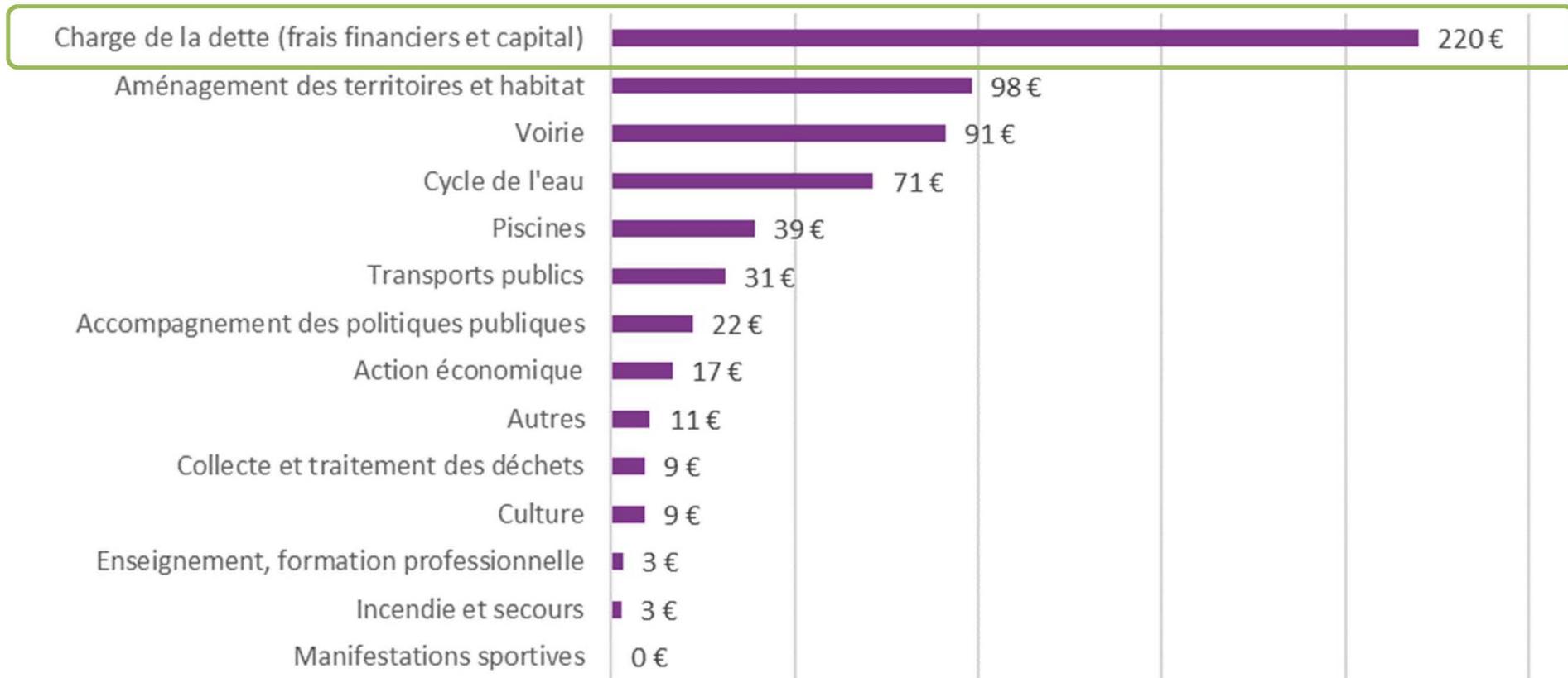
- Quatre politiques consomment à elles seules près de 50% des crédits : les transports publics, l'eau, les déchets et l'aménagement (en particulier éclairage public / espaces verts)



Principaux champs d'intervention en 2019

Un tiers des crédits d'investissement sont consommés par le remboursement de la dette

Dépenses d'investissement par habitant 2019 : 625 €



- Hors dette, la moitié des dépenses correspond à l'une de ces deux politiques :
 - Aménagement des territoires et habitat : 98 €/habitant, dont 66 M€ correspondant à des opérations d'aménagement
 - Voirie : 12 €/habitant



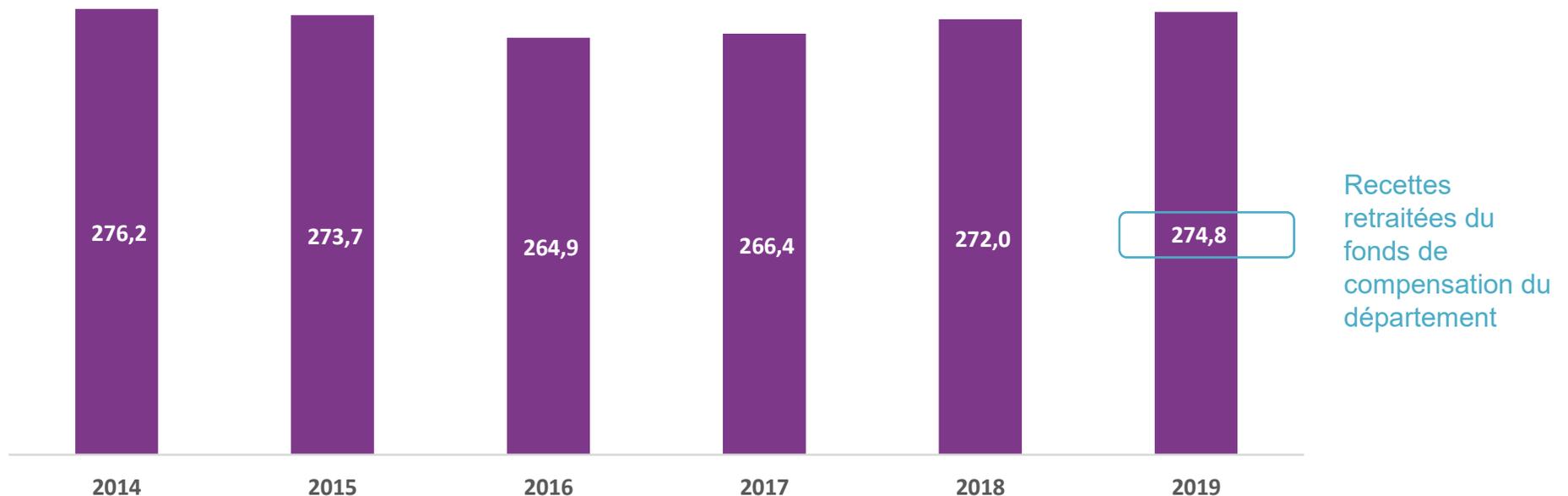
4 – Le budget principal : l'impact de la baisse des dotations de l'Etat



Des recettes réelles de fonctionnement qui ont quasiment retrouvé leur niveau de 2014

- La baisse des recettes réelles de fonctionnement puis le retour à un niveau très légèrement inférieur à celui de 2014 sont liés à trois facteurs principaux (après retraitement de la dotation de compensation du département) :
 - La baisse de la dotation globale de fonctionnement jusqu'en 2019 (-17,4 M€). Cette baisse s'est poursuivie en 2018 et 2019 malgré la fin de la contribution au redressement des finances publiques du fait de l'écrêtement de la dotation de compensation.
 - La hausse de 1%/an en moyenne des recettes fiscales, qui a permis de compenser peu à peu une partie de cette perte de DGF (+9,9 M€)
 - La perception de nouvelles recettes comme le FCTVA en fonctionnement

Recettes réelles de fonctionnement du budget principal (M€)





Des recettes réelles de fonctionnement qui ont quasiment retrouvé leur niveau de 2014

| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | Evol. totale | Moy. Ann. |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Produits des services | 13,6 | 12,1 | 12,1 | 12,0 | 15,7 | 13,8 | 0,2 | 0,3% |
| Fiscalité | 198,2 | 203,4 | 202,3 | 204,6 | 207,6 | 208,2 | 9,9 | 1,0% |
| Taxes foncières / taxe habitation | 144,7 | 147,8 | 147,2 | 148,2 | 151,3 | 153,7 | 9,0 | 1,2% |
| CVAE | 16,5 | 17,2 | 16,9 | 17,4 | 17,5 | 18,4 | 1,8 | 2,1% |
| TASCOM | 4,0 | 3,9 | 4,0 | 5,0 | 4,0 | 4,0 | 0,0 | 0,1% |
| IFER | 1,2 | 1,2 | 1,3 | 1,3 | 1,2 | 1,3 | 0,1 | 1,0% |
| TEOM | 31,1 | 31,9 | 30,8 | 29,6 | 30,2 | 29,3 | -1,8 | -1,2% |
| Attributions de compensation | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 1,5 | 0,0 | 0,0 | |
| Autre | 0,7 | 1,4 | 2,2 | 3,1 | 1,9 | 1,5 | 0,8 | 16,8% |
| Dotations et participations | 65,3 | 57,7 | 51,0 | 51,3 | 50,6 | 54,6 | -10,7 | -3,5% |
| Dotation d'intercommunalité | 22,9 | 17,2 | 11,4 | 8,9 | 9,1 | 9,1 | -13,8 | -16,8% |
| Dotation de compensation | 34,0 | 33,3 | 32,6 | 31,8 | 31,1 | 30,4 | -3,6 | -2,2% |
| FCTVA en fonctionnement | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 1,3 | 1,4 | 1,4 | 1,4 | |
| Communes membres du GFP | 1,8 | 1,2 | 1,0 | 2,6 | 2,6 | 2,7 | 0,8 | 7,8% |
| Autres participations Etat | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,2 | 12,1% |
| Département | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,0 | 0,1 | 3,5 | 3,5 | 153,0% |
| Autres participations | 2,4 | 2,3 | 2,5 | 2,8 | 2,5 | 2,7 | 0,3 | 2,3% |
| Compensation CVAE/CFE | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,7 | 0,7 | 208,2% |
| Compensations TF | 0,2 | 0,1 | 0,1 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,1 | 4,5% |
| Compensations TH | 2,0 | 2,2 | 1,8 | 2,5 | 2,7 | 2,9 | 0,9 | 7,8% |
| Autre | 1,6 | 1,2 | 1,2 | 0,6 | 0,5 | 0,5 | -1,1 | -21,1% |
| Autres produits de gestion courante | 3,5 | 3,4 | 4,4 | 5,3 | 5,2 | 8,6 | 5,1 | 19,7% |
| Produits financiers | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | -22,5% |
| Produits exceptionnels (hors cessions) | 1,6 | 3,5 | 1,7 | 0,8 | 0,7 | 0,0 | -1,6 | -67,3% |
| Atténuations de charges | 1,9 | 1,5 | 1,5 | 0,5 | 0,2 | 1,1 | -0,9 | -11,6% |
| Autre | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | |
| Recettes réelles de fonctionnement (hors cessions) | 284,2 | 281,8 | 273,0 | 274,5 | 280,1 | 286,2 | 2,0 | 0,1% |
| Participation au FNGIR | 8,0 | 8,0 | 8,0 | 8,0 | 8,0 | 8,0 | 0,0 | 0,0% |
| Recettes réelles de fonctionnement nettes du FNGIR | 276,2 | 273,7 | 264,9 | 266,4 | 272,0 | 278,2 | 2,0 | 0,1% |

NB : tableau non retraité du fonds de compensation du département

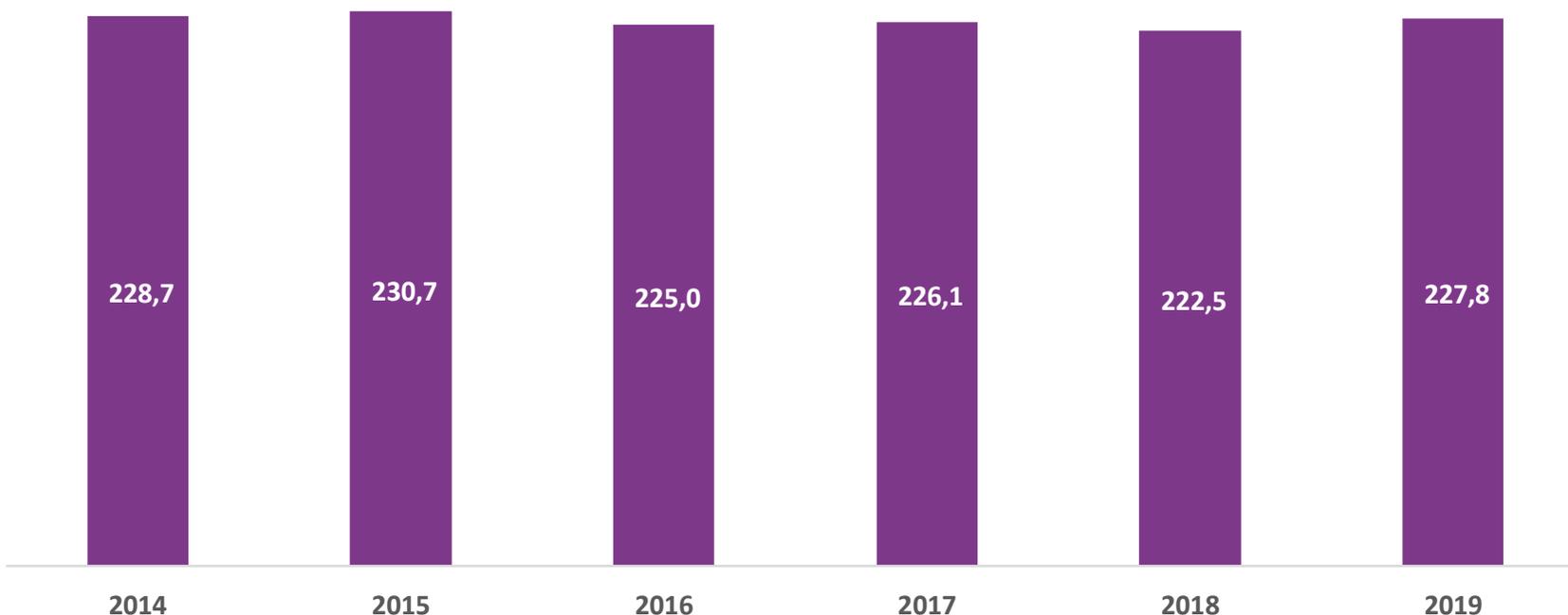


La Métropole a réussi à diminuer les dépenses de fonctionnement sur son budget principal

- Plusieurs facteurs expliquent cette baisse :

- Des mesures d'économie réalisées pendant la période de baisse des dotations, qui ont porté à la fois sur les charges de personnel et les charges à caractère général. Au final, les charges de personnel n'ont progressé que de 0,9%/an sur la période et les charges à caractère général ont diminué malgré l'inflation.
- La baisse de la subvention d'équilibre au budget transport (cf. infra)
- La diminution des frais financiers malgré la hausse de l'encours, avec une diminution du taux moyen de la dette

Dépenses réelles de fonctionnement du budget principal (M€)





La Métropole a réussi à diminuer les dépenses de fonctionnement sur son budget principal

| | |
|---|----------------|
| Epargne brute 2014 | 47,5 M€ |
| Baisse de dotations | -17,4 M€ |
| Hausse de la participation à la péréquation | 1,8 M€ |
| Croissance des produits fiscaux | 9,9 M€ |
| Baisse de la contribution aux budgets annexes | -4,1 M€ |
| Baisse des autres dépenses | -1,9 M€ |
| Autres facteurs | 6,0 M€ |
| Epargne brute 2019 | 50,3 M€ |



La Métropole a réussi à diminuer les dépenses de fonctionnement sur son budget principal malgré la hausse de la participation à la péréquation

| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | Evol. totale | Moy. Ann. |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Charges à caractère général | 61,9 | 60,5 | 57,8 | 55,3 | 58,6 | 58,4 | -3,5 | -1,1% |
| Charges de personnel | 58,2 | 58,0 | 57,2 | 58,6 | 61,3 | 60,8 | 2,6 | 0,9% |
| Autre charges de gestion courante | 46,7 | 49,1 | 46,1 | 49,7 | 40,8 | 47,0 | 0,2 | 0,1% |
| Contribution au service incendie | 13,8 | 13,9 | 14,0 | 14,1 | 14,3 | 14,5 | 0,7 | 1,0% |
| Autres contributions obligatoires | 2,5 | 2,5 | 2,5 | 2,5 | 2,5 | 2,5 | 0,0 | 0,1% |
| Organismes de regroupement | 2,8 | 2,9 | 2,8 | 2,8 | 3,5 | 3,3 | 0,4 | 2,9% |
| Subventions de fonctionnement | 9,0 | 8,4 | 7,3 | 9,1 | 10,2 | 12,5 | 3,5 | 6,8% |
| Subventions aux budgets annexes | 15,7 | 19,7 | 17,5 | 18,9 | 7,6 | 11,6 | -4,1 | -5,9% |
| Subventions aux délégataires | 0,5 | 0,0 | 0,0 | 0,3 | 0,1 | 0,4 | -0,1 | -4,9% |
| Autre | 2,5 | 1,8 | 1,9 | 2,1 | 2,6 | 2,3 | -0,2 | -1,3% |
| Atténuations de produit | 49,7 | 50,0 | 51,0 | 51,2 | 51,2 | 51,3 | 1,5 | 0,6% |
| Attributions de compensation | 41,7 | 41,7 | 41,7 | 41,0 | 41,0 | 41,0 | -0,7 | -0,3% |
| Dotation de solidarité communautaire | 7,6 | 7,8 | 7,9 | 8,0 | 8,1 | 8,2 | 0,6 | 1,4% |
| FPIC | 0,3 | 0,4 | 1,3 | 2,2 | 2,0 | 2,1 | 1,8 | 45,6% |
| Autre | 0,1 | 0,1 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | -0,1 | -29,5% |
| Charges financières | 11,5 | 11,7 | 11,7 | 10,7 | 10,4 | 10,3 | -1,2 | -2,2% |
| Dépenses exceptionnelles | 0,6 | 1,4 | 1,2 | 0,5 | 0,3 | 0,1 | -0,5 | -25,0% |
| Autres dépenses réelles de fonctionnement | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | |
| Dépenses réelles de fonctionnement nettes FNGIR | 228,7 | 230,7 | 225,0 | 226,1 | 222,5 | 227,8 | -0,8 | -0,1% |

NB : dépenses non retraitées du FSL



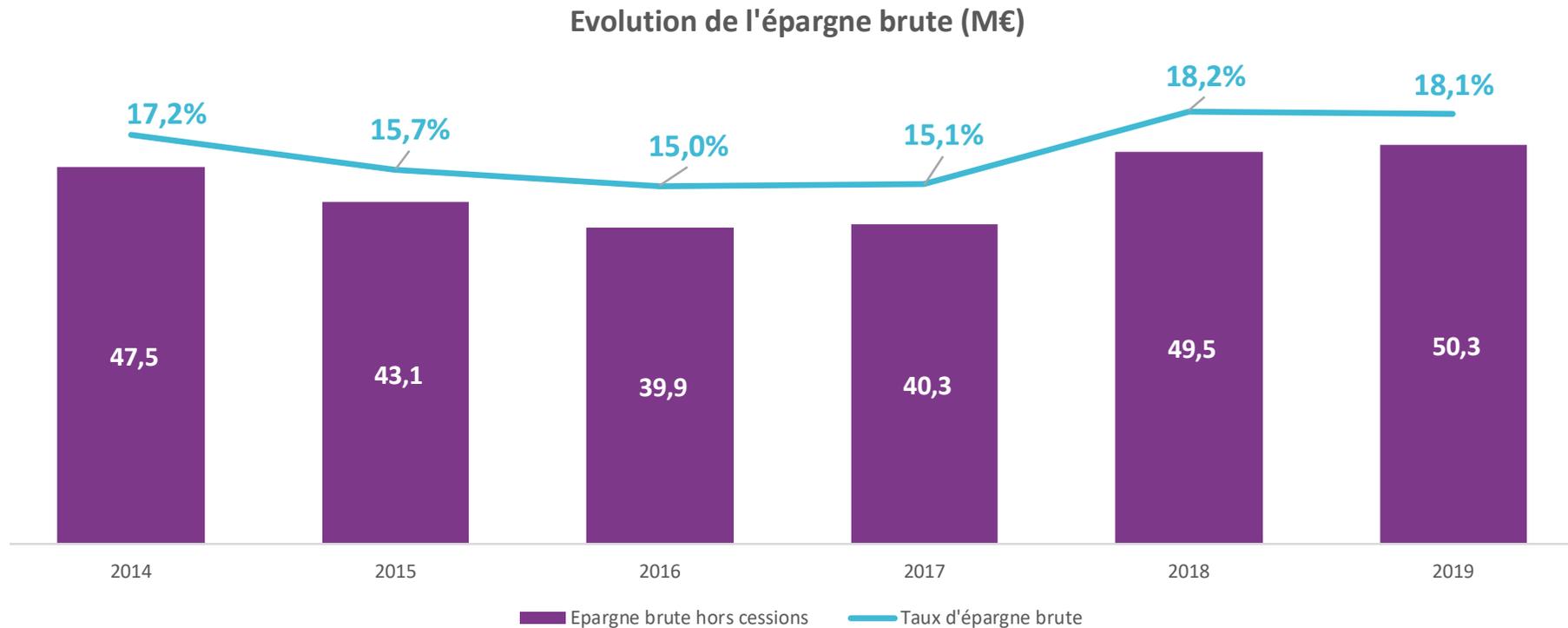
La Métropole a réussi à diminuer les dépenses de fonctionnement sur son budget principal malgré la hausse de la participation à la péréquation

- La Métropole fait le choix de prendre en charge l'intégralité du prélèvement du territoire au titre du fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales
- Compte tenu de la montée en charge du fonds et de ses modalités de calcul, cela se traduit par une charge de 2,1 M€ en 2019 contre 320 K€ en 2014

| <i>en K€</i> | 2014 | | 2019 | |
|------------------------|-----------------------------|---------------------|-----------------------------|---------------------|
| | Répartition de droit commun | Répartition adoptée | Répartition de droit commun | Répartition adoptée |
| Ensemble intercommunal | 320 | 320 | 2 088 | 2 088 |
| Métropole | 210 | 320 | 1 376 | 2 088 |
| Communes | 109 | 0 | 712 | 0 |



L'épargne brute a retrouvé un niveau supérieur à 2014 après le creux de 2015-2017

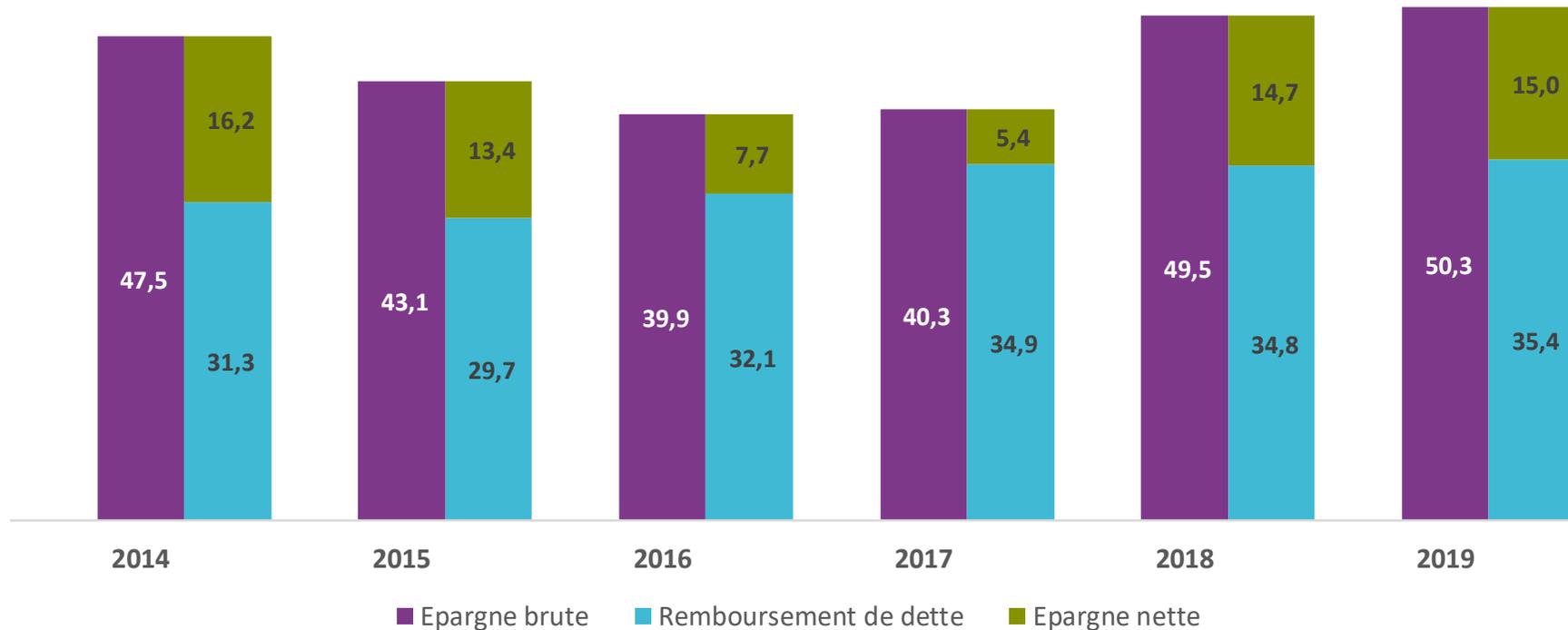


- L'épargne a diminué sur la période de baisse des dotations de l'Etat avant de retrouver un niveau supérieur à celui de 2014 du fait des arbitrages en dépenses.



Après prise en compte du remboursement de capital de dette, l'épargne nette dégagée pour financer des investissements reste limitée

Evolution de l'épargne brute et nette du budget principal



- Au final, l'épargne nette dégagée pour financer des investissements a été très faible sur certains exercices
- En 2019, le remboursement de capital de dette consomme toujours plus des deux tiers de l'épargne brute dégagée



Après prise en compte du remboursement de capital de dette, l'épargne nette dégagée pour financer des investissements reste limitée

| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | Total 2014- 2019 |
|--------------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|------------------------|
| Dépenses d'investissement hors dette | 96,7 | 101,9 | 84,3 | 90,4 | 62,5 | 79,6 | 515,4 |
| Recettes d'investissement hors dette | 43,4 | 47,3 | 38,7 | 46,0 | 28,2 | 21,0 | 224,6 |
| Charge nette d'investissement | 53,3 | 54,6 | 45,6 | 44,3 | 34,3 | 58,7 | 290,8 |
| Epargne nette | 16,2 | 13,4 | 7,7 | 5,4 | 14,7 | 15,0 | 72,4 |
| Cessions | 0,3 | 2,9 | 1,4 | 9,4 | 0,7 | 1,7 | 16,4 |
| Emprunt | 31,8 | 37,7 | 38,3 | 31,0 | 27,7 | 47,0 | 213,4 |
| Variation du fonds de roulement | -4,9 | -0,6 | 1,8 | 1,4 | 8,8 | 4,9 | 11,4 |
| Encours de dette (total) au 01/01 | 389,4 | 389,9 | 397,9 | 405,0 | 412,5 | 408,2 | |
| Encours de dette (total) au 31/12 | 389,9 | 397,9 | 405,0 | 412,5 | 408,2 | 423,6 | |
| Fonds de roulement au 01/01 | 16,9 | 11,9 | 11,3 | 13,2 | 10,5 | 19,3 | |
| Fonds de roulement au 31/12 | 11,9 | 11,3 | 13,1 | 14,6 | 19,3 | 24,2 | |
| Taux d'épargne | 17,2% | 15,7% | 15,0% | 15,1% | 18,2% | 18,1% | |
| Taux d'endettement | 141% | 145% | 153% | 155% | 150% | 152% | |
| Capacité de désendettement | 8,2 | 9,2 | 10,2 | 10,2 | 8,3 | 8,4 | |

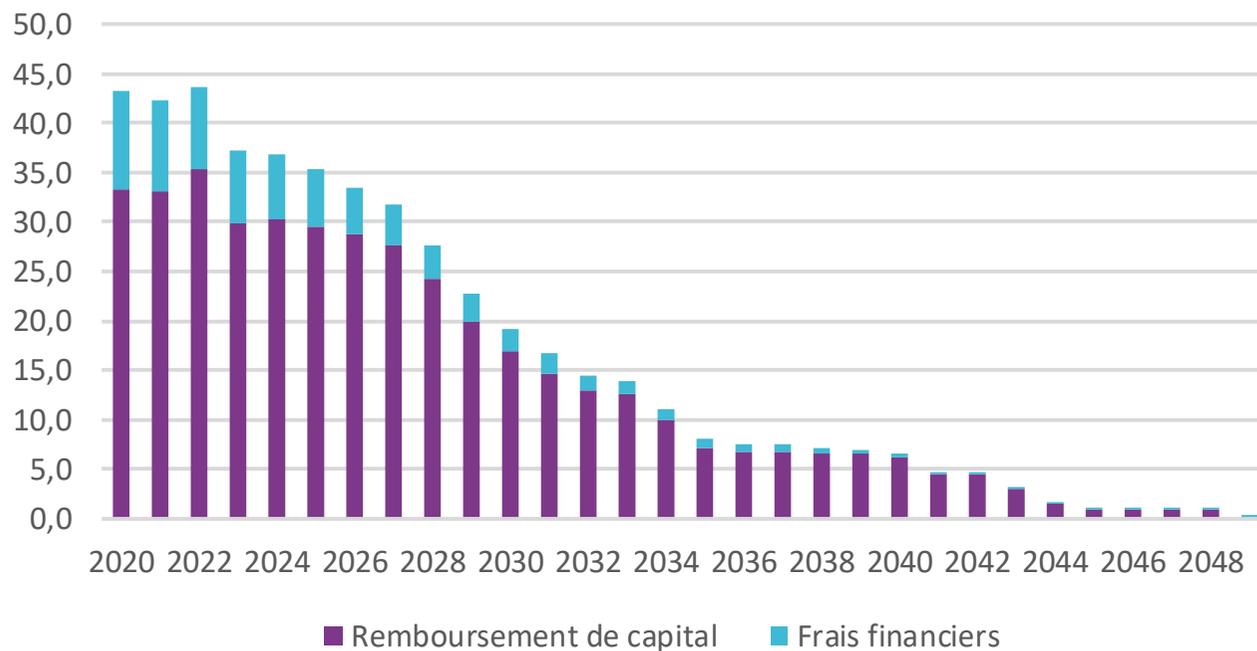
Source des encours de dette : comptes de gestion

- La Métropole n'a dégagé sur la période que 72 M€ d'épargne nette alors qu'elle a financé 291 M€ de charge nette d'investissement. Le solde a essentiellement été financé par emprunt.
- Ce mode de financement a eu pour conséquence une hausse de l'encours de dette, et n'a donc pas permis de regagner des marges de manœuvre sur le remboursement annuel.



Hors emprunts nouveaux, l'extinction de la dette actuelle ne devrait pas redonner de marges de manœuvre significatives pendant le mandat actuel

Annuités de dette du budget principal (M€)



- La dette actuelle ne présente pas de pallier significatif avant 2028-2030
- Les nouveaux investissements génèreront de la dette qui viendra s'ajouter à ces annuités.

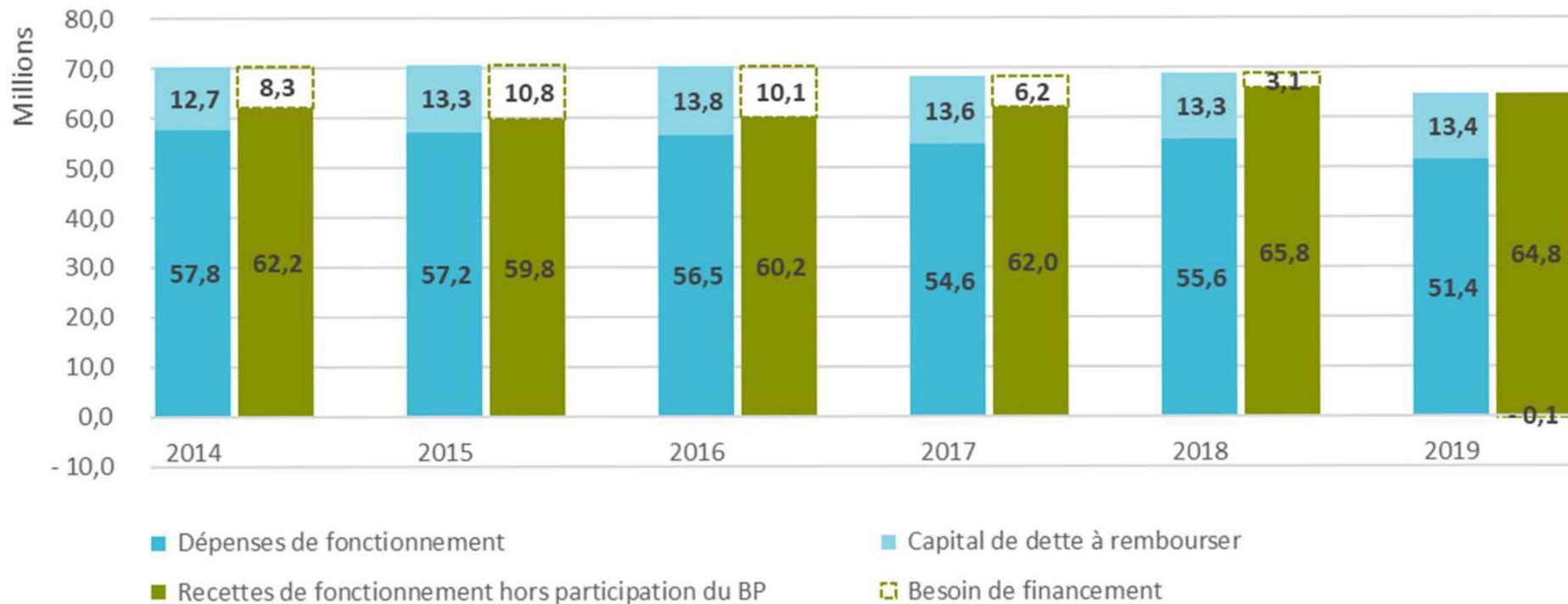


5 – Le budget transport : un endettement élevé du fait des investissements, et une participation du budget principal calibrée pour y faire face



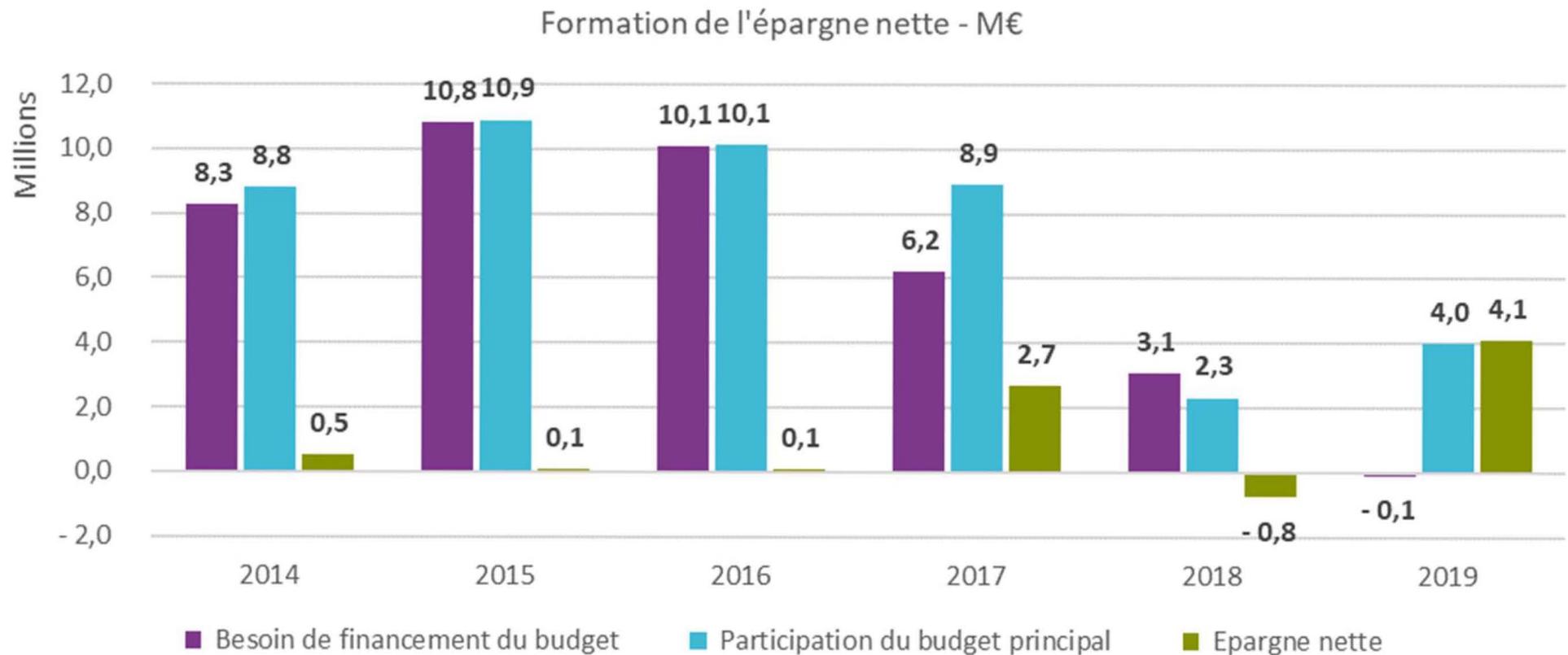
Le budget transport présente un déficit structurel, qui doit être comblé par une participation du budget principal

Evolution du besoin de financement du budget transport - M€





Une participation du budget principal calibrée pour couvrir le besoin de financement réglementaire



- Le niveau de la participation du budget principal ne permet pas de dégager de l'autofinancement : la quasi-totalité des investissements est donc financée par l'emprunt.



Principale ressource de la politique transport, le versement mobilité a été dynamique sur la période

M€

| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | Evol. totale | Evol. moy. Ann. |
|---|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|--------------|-----------------|
| Versement mobilité | 53,2 | 54,8 | 54,9 | 56,4 | 56,8 | 59,7 | 6,5 | 2,3% |
| Produits des services | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,2 | 16,0 | 16,0 | 332,9% |
| Recettes commerciales | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 15,7 | 15,7 | |
| Autre (mise à disposition et remboursements de frais) | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 87,8% |
| Subventions d'exploitation | 2,9 | 2,9 | 2,9 | 2,9 | 2,9 | 2,8 | 0,0 | -0,1% |
| Etat | 1,4 | 1,4 | 1,4 | 1,4 | 1,4 | 1,4 | 0,0 | 0,0% |
| Département / Région | 1,2 | 1,2 | 1,2 | 1,2 | 1,2 | 1,2 | 0,0 | -0,7% |
| Autres EPL | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,0 | 2,3% |
| Produits exceptionnels (hors cessions et participation BP) | 4,2 | 0,0 | 0,5 | 0,1 | 3,3 | 0,0 | -4,1 | -62,1% |
| Mandats annulés sur exercices antérieurs | 3,1 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | -3,1 | |
| Autre | 1,0 | 0,0 | 0,5 | 0,1 | 3,3 | 0,0 | -1,0 | -50,0% |
| Autres produits de gestion courante | 1,9 | 2,0 | 1,9 | 2,6 | 2,7 | 2,0 | 0,1 | 0,8% |
| Recettes réelles de fonctionnement (hors cessions et part. BP) | 62,2 | 59,8 | 60,2 | 62,0 | 65,8 | 80,5 | 18,4 | 5,3% |
| Recettes commerciales | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 15,7 | 15,7 | |
| Recettes réelles de fonctionnement nettes recettes com. | 62,2 | 59,8 | 60,2 | 62,0 | 65,8 | 64,8 | 2,6 | 0,8% |

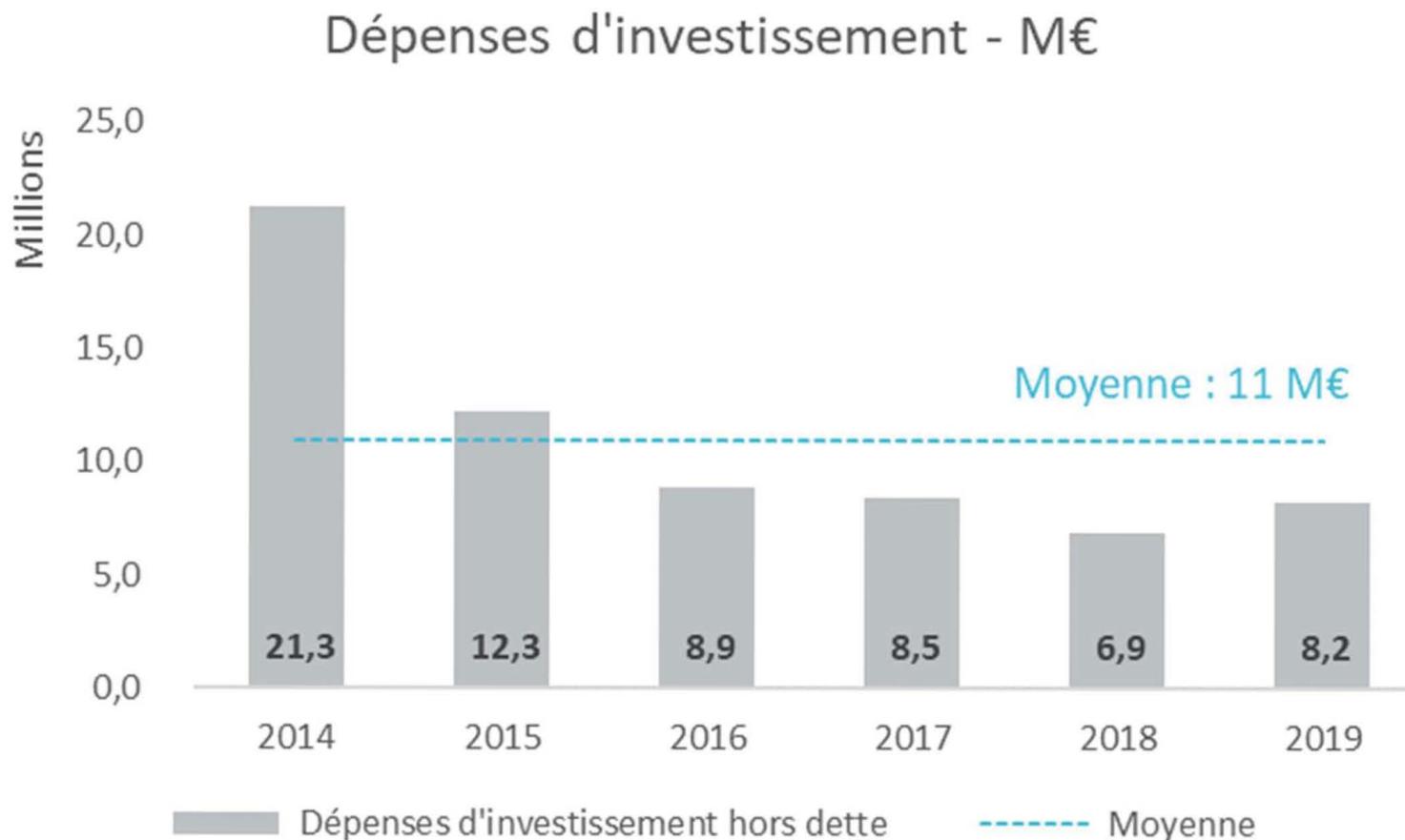


Les dépenses de fonctionnement affichent une nette baisse sur la période

| M€ | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | Evol. totale | Evol. moy. Ann. |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|--------------|-----------------|
| Charges à caractère général | 7,5 | 7,5 | 7,4 | 7,5 | 8,8 | 61,2 | 53,7 | 52,2% |
| Sous-traitance (yc rém. délégataire en 2019) | 5,5 | 5,5 | 5,6 | 5,7 | 7,0 | 58,4 | 53,0 | 60,7% |
| Autres | 2,0 | 2,0 | 1,8 | 1,8 | 1,8 | 2,7 | 0,7 | 6,2% |
| Autre charges de gestion courante | 44,9 | 44,0 | 43,3 | 42,1 | 42,4 | 1,2 | -43,7 | -51,3% |
| Subvention d'exploitation aux groupements | 1,5 | 1,5 | 1,5 | 1,2 | 1,2 | 1,2 | -0,3 | -4,3% |
| Subvention d'exploitation au délégataire | 43,4 | 42,4 | 41,8 | 40,9 | 41,2 | 0,0 | -43,4 | |
| Charges de personnel | 0,8 | 0,9 | 1,0 | 1,0 | 1,0 | 1,0 | 0,2 | 4,4% |
| Charges financières | 4,3 | 4,6 | 4,1 | 3,8 | 3,3 | 3,1 | -1,2 | -6,4% |
| Dépenses exceptionnelles | 0,0 | 0,1 | 0,7 | 0,0 | 0,0 | 0,5 | 0,5 | |
| Autres dépenses réelles de fonctionnement | 0,2 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,0 | 0,0 | -0,2 | |
| Dépenses réelles de fonctionnement | 57,8 | 57,2 | 56,5 | 54,6 | 55,6 | 67,1 | 9,3 | 3,0% |
| Recettes commerciales | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 15,7 | 15,7 | |
| Dépenses réelles de fonctionnement nettes recettes com. | 57,8 | 57,2 | 56,5 | 54,6 | 55,6 | 51,4 | -6,4 | -2,3% |



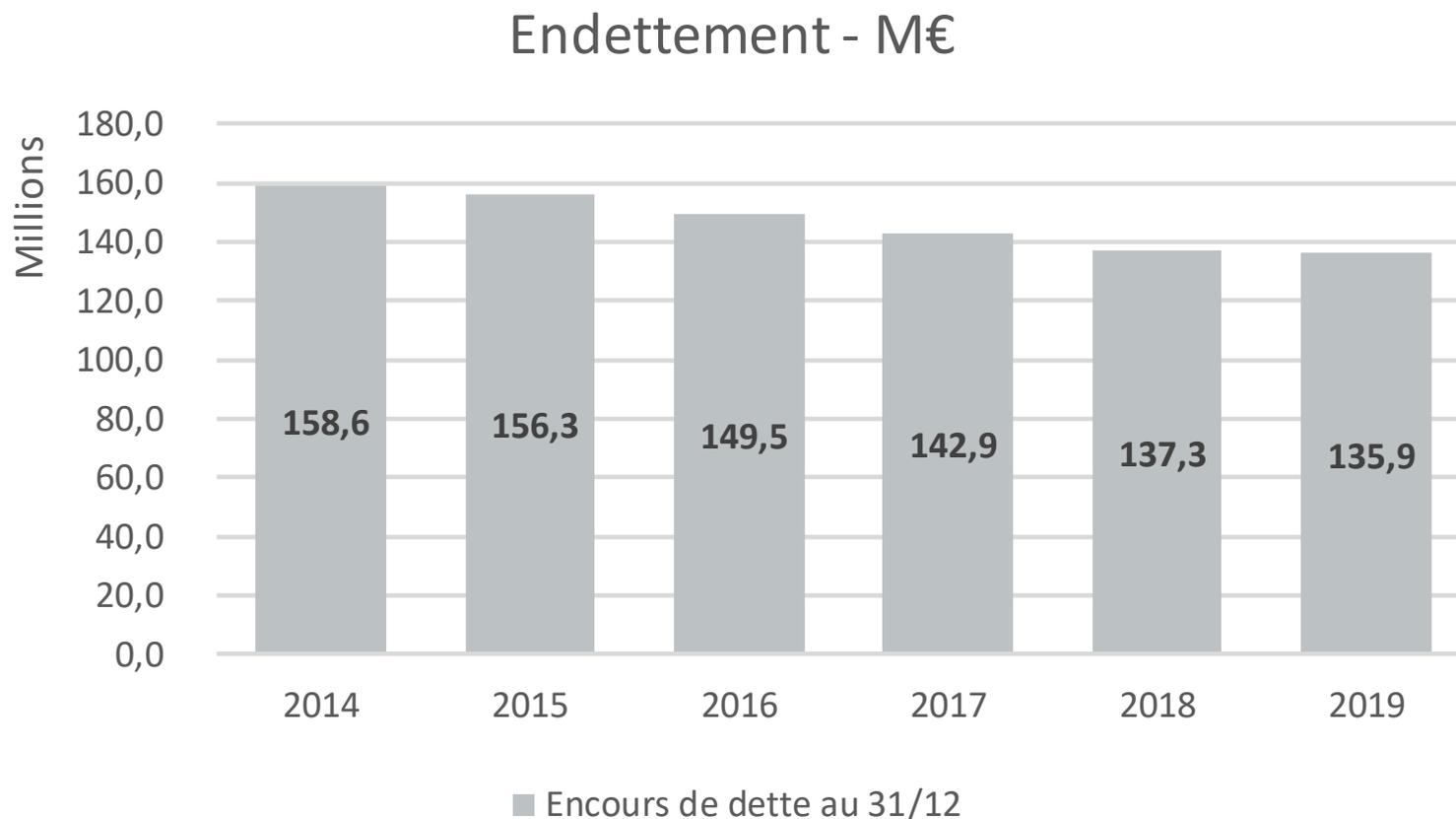
66 M€ d'investissements sur la période



- Le projet de nouveau tramway, estimé à 500 M€, devrait faire augmenter sensiblement le niveau des investissements dans les années à venir.



À fin 2019, le budget transport porte environ 20% de la dette du Grand Nancy



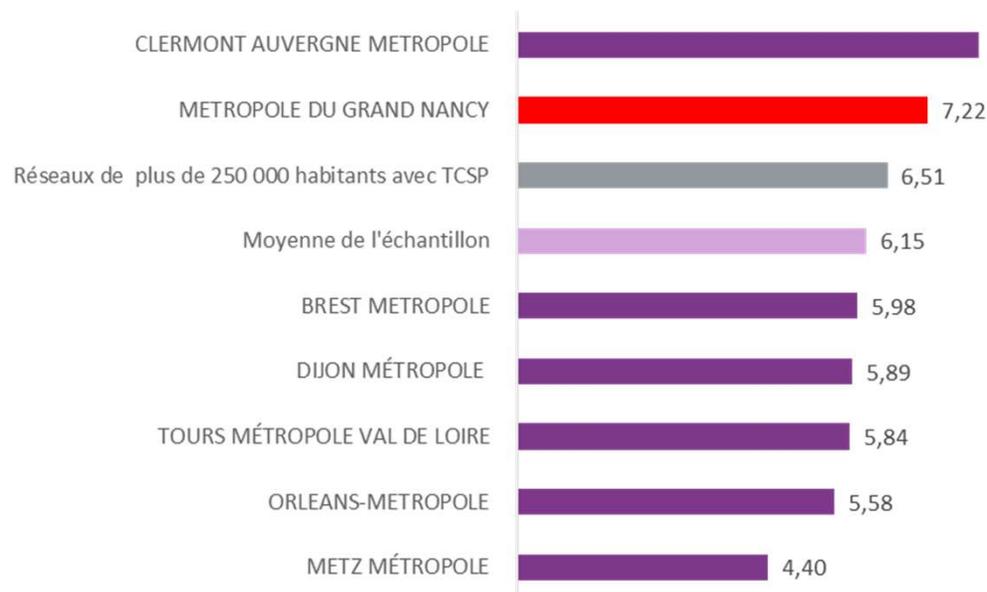
- L'encours de dette devrait progresser fortement dans les années à venir avec le projet de nouveau tramway.



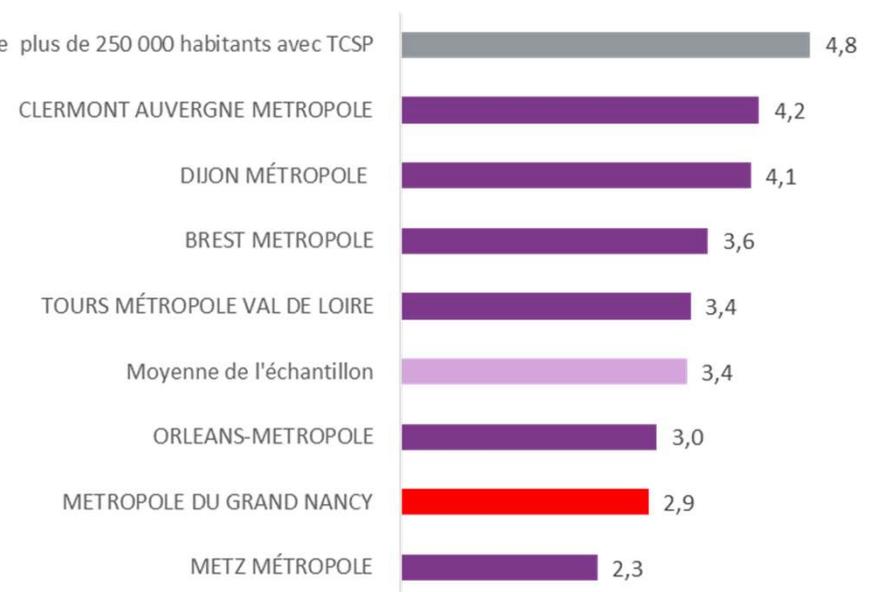
Quelques éléments de comparaison

Le réseau du Grand Nancy présente un coût d'exploitation au kilomètre parmi les plus élevés de l'échantillon et un niveau de fréquentation dans la fourchette basse

Dépense de fonctionnement par kilomètre (Euros)



Fréquentation en voyages par kilomètre



UTP - Données 2017

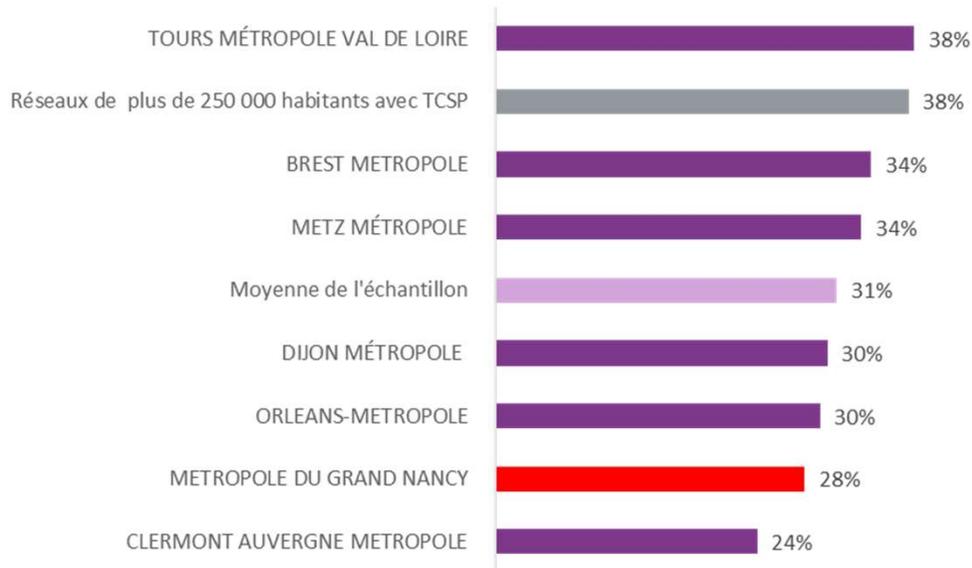
Les données sont issues du rapport *Les Chiffres clés du transport public* publié par l'UTP en 2019. Toutes les données sont en valeur 2017. Elles ne reflètent donc pas les évolutions intervenues depuis (notamment pour le Grand Nancy, le changement de contrat intervenu en 2019).



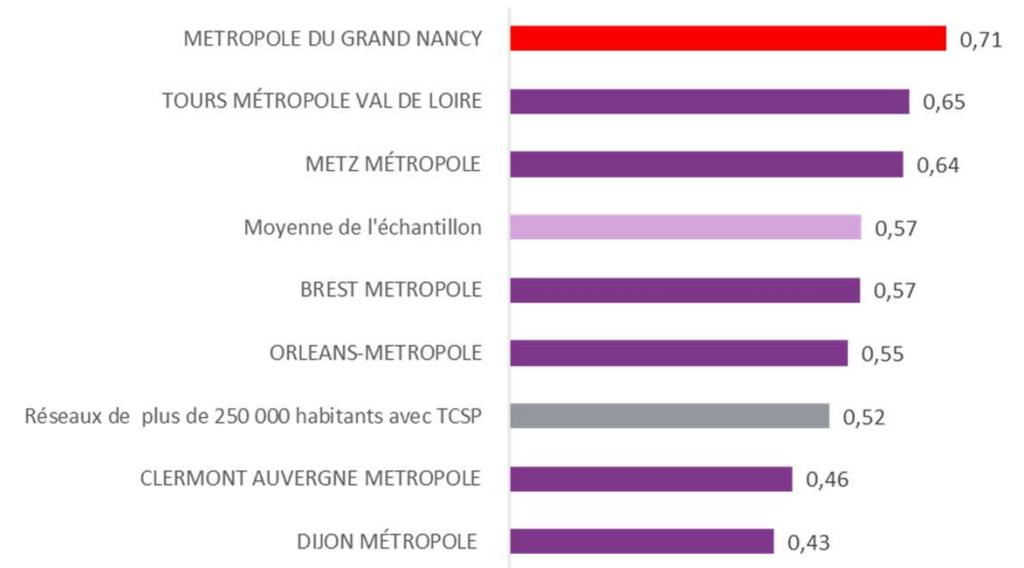
Quelques éléments de comparaison

Cette faible fréquentation est compensée par une recette au voyage élevée

Taux de couverture des dépenses (R/D en %)



Recette par voyage (Euros)



UTP - Données 2017

- Malgré une fréquentation plus faible que dans le reste de l'échantillon, le taux de couverture (recettes commerciales divisées par dépenses de fonctionnement) est proche de la moyenne. Ce ratio traduit la capacité du service de transport à faire contribuer l'utilisateur à son financement..
- Le coût d'exploitation important et la faible fréquentation du réseau semblent ainsi compensés par des tarifs plus élevés qu'ailleurs.



**6 – Les conclusions sont identiques
en raisonnant tous budgets
consolidés**



Une épargne importante mais un endettement élevé

| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|-----------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Epargne brute hors cessions | 80,4 M€ | 76,3 M€ | 77,0 M€ | 85,6 M€ | 84,2 M€ | 91,9 M€ |
| Taux d'épargne brute | 21% | 20% | 20% | 22% | 21% | 22% |

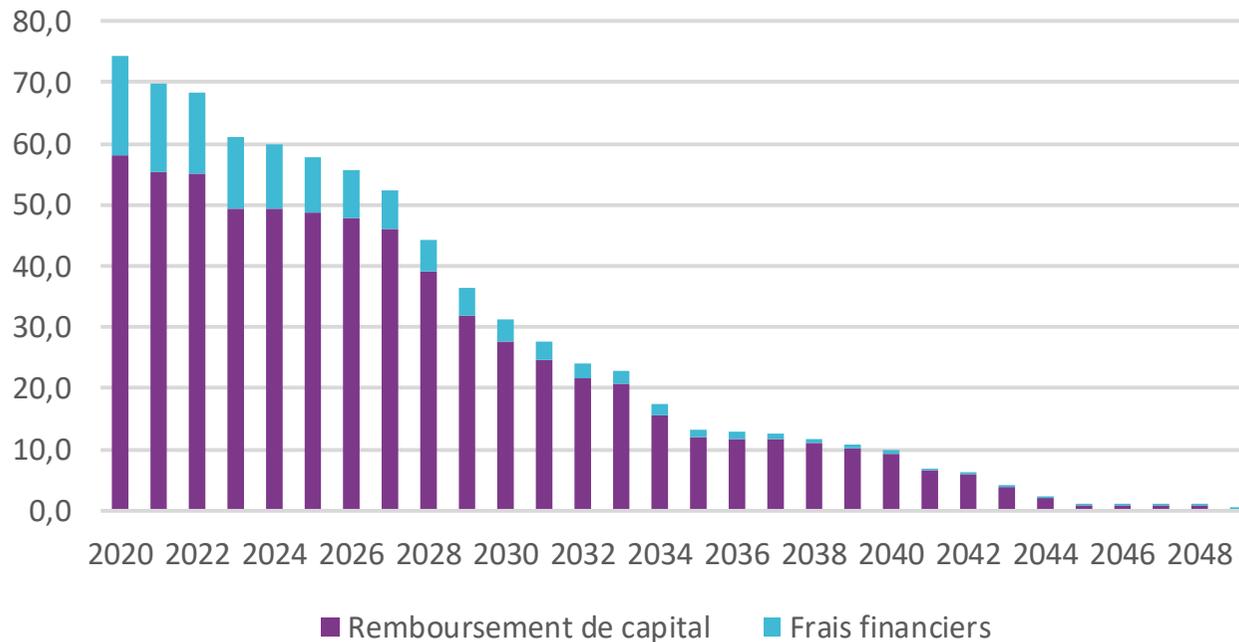
| | | | | | | |
|----------------------------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| Encours dette (total) | 681,7 M€ | 694,8 M€ | 696,9 M€ | 693,2 M€ | 678,7 M€ | 684,3 M€ |
| Taux endettement | 175% | 179% | 183% | 179% | 172% | 164% |
| Capacité de désendettement | 8,5 | 9,1 | 9,0 | 8,1 | 8,1 | 7,4 |

- Le raisonnement « tous budgets consolidés » confirme les conclusions :
 - Une épargne brute élevée, qui a diminué en début de période avant de progresser à nouveau sous le double effet de la moindre baisse des dotations de l'Etat et des arbitrages en dépenses de fonctionnement
 - Mais un endettement élevé qui va nécessiter de trouver de nouvelles marges de manœuvre pour continuer à investir



Hors emprunts nouveaux, l'extinction de la dette actuelle ne devrait pas redonner de marges de manœuvre significatives pendant le mandat actuel

Annuités de dette tous budgets



- La dette actuelle ne présente pas de pallier significatif avant 2028-2030
- Les nouveaux investissements généreront de la dette qui viendra s'ajouter à ces annuités.



7 – Des incertitudes majeures en recettes de fonctionnement

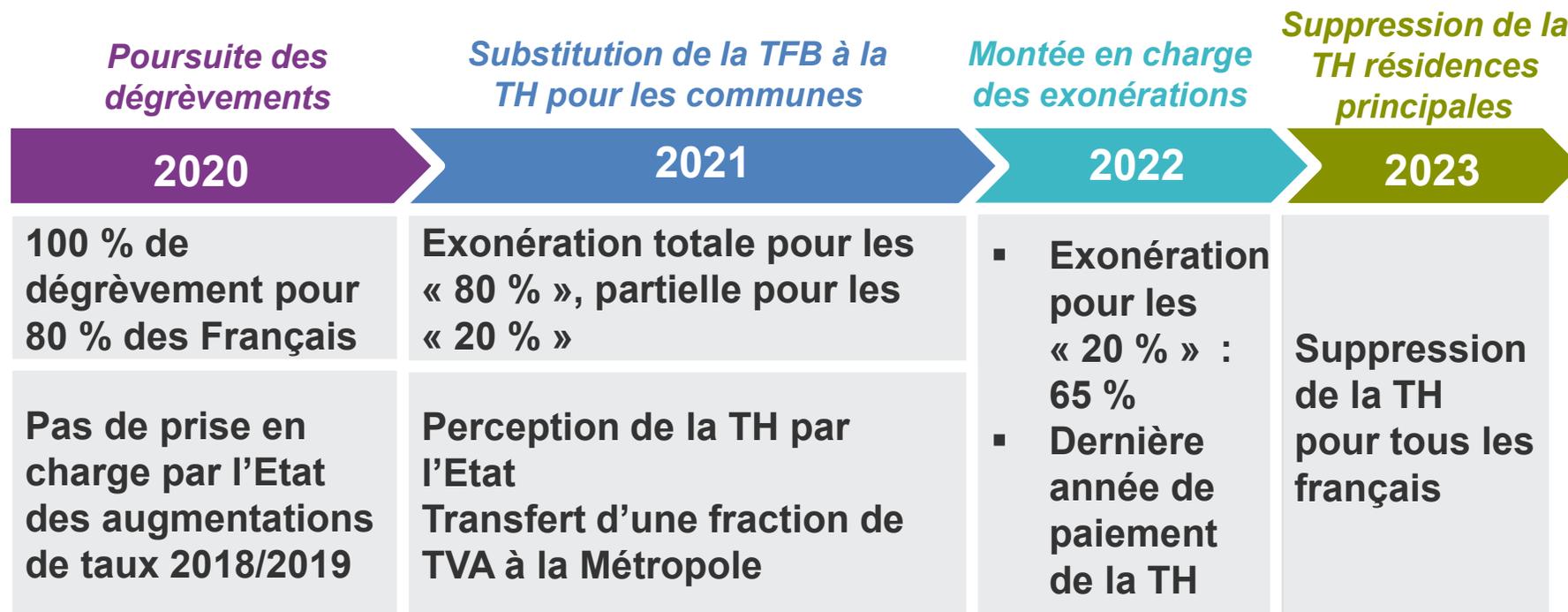


7.a – La réforme de la suppression de la taxe d’habitation



Rappel : une suppression progressive de la taxe d'habitation

- La LFI 2020 développe la mise en œuvre technique de la suppression de la taxe d'habitation et son étalement dans le temps.
- Les projets de loi de finances rectificatifs ne sont pas revenus sur la réforme.



Dernière année de perception de la TH sur les résidences principales par la Métropole

Nouvelle recette de TVA



Une modification importante de l'origine des ressources de la métropole

| | 2019 | 2020 (est.) | 2021 (hyp.) | 2022 (hyp.) | 2023 (hyp.) | 2024 (hyp.) | 2025 (hyp.) | 2026 (hyp.) |
|---|---------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Bases nettes de TH intercommunales | 477 463 | 483 367 | 18 851 | 18 851 | 18 851 | 18 851 | 18 851 | 18 851 |
| <i>dont bases nettes résidences secondaires</i> | 18 621 | 18 851 | 18 851 | 18 851 | 18 851 | 18 851 | 18 851 | 18 851 |
| <i>dont bases locaux vacants</i> | | | | | | | | |
| <i>dont bases nettes hors résidences secondaires</i> | 458 842 | 464 516 | - | - | - | - | - | - |
| Taux de TH (2018) | 19,12% | 19,12% | 19,12% | 19,12% | 19,12% | 19,12% | 19,12% | 19,12% |
| Produit résidences principales | 87 731 | 88 815 | - | - | - | - | - | - |
| Produit logements vacants | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Produit résidences secondaires | 3 560 | 3 604 | 3 604 | 3 604 | 3 604 | 3 604 | 3 604 | 3 604 |
| Produit de TH total, hors allocations compensatrices | 91 291 | 92 420 | 3 604 |
| Rappel taux 2017 | 19,12% | 19,12% | 19,12% | 19,12% | 19,12% | 19,12% | 19,12% | 19,12% |
| Produit hors résidences secondaires au taux de 2017 | 87 731 | 88 815 | - | - | - | - | - | - |
| Compensation d'exonérations de TH | 2 861 | 3 011 | - | - | - | - | - | - |
| Produit de TVA | - | - | 91 826 | 99 173 | 102 148 | 105 212 | 108 368 | 111 620 |
| Produit des résidences principales et allocations compensatrices | 90 592 | 91 826 | 91 826 | 99 173 | 102 148 | 105 212 | 108 368 | 111 620 |
| Produit total, résidences secondaires et logts vacants inclus | 94 152 | 95 431 | 95 431 | 102 777 | 105 752 | 108 816 | 111 973 | 115 224 |
| Variation | 2,5% | 1,4% | 0,0% | 7,7% | 2,9% | 2,9% | 2,9% | 2,9% |

- Le remplacement de la TH par de la TVA induit :
 - Une absence de dynamique en 2021
 - Une évolution décorrélée de l'activité du territoire : la TVA perçue évoluera comme la TVA nationale l'année précédente
 - Une incertitude en 2022 : les collectivités profiteront-elles réellement du rebond attendu de la TVA, qui est en fait une conséquence de la crise de 2020 ?



Un risque supplémentaire en matière de FPIC : l'impact de la suppression de la taxe d'habitation

- La suppression de la taxe d'habitation devrait avoir un impact sur les indicateurs de richesse et notamment le potentiel financier agrégé utilisé dans le cadre du FPIC, du fait de la substitution d'un produit (TVA) à un produit potentiel (bases TH x taux moyens nationaux)
- Cet impact serait négatif pour le territoire du Grand Nancy et aurait lieu à compter de 2022.
- Ce sujet a été identifié dès la loi de finances pour 2020, avec un rapport au parlement initialement prévu pour l'été 2020
- Le comité des finances locales s'est également saisi du sujet en début d'année, avec des réunions consacrées à la caractérisation de la problématique. Les réunions relatives aux scénarios de neutralisation envisageables ne se sont pas encore tenues du fait de la crise sanitaire.
- Néanmoins, il est aujourd'hui peu probable que les indicateurs soient appliqués sans aucun mécanisme de neutralisation.

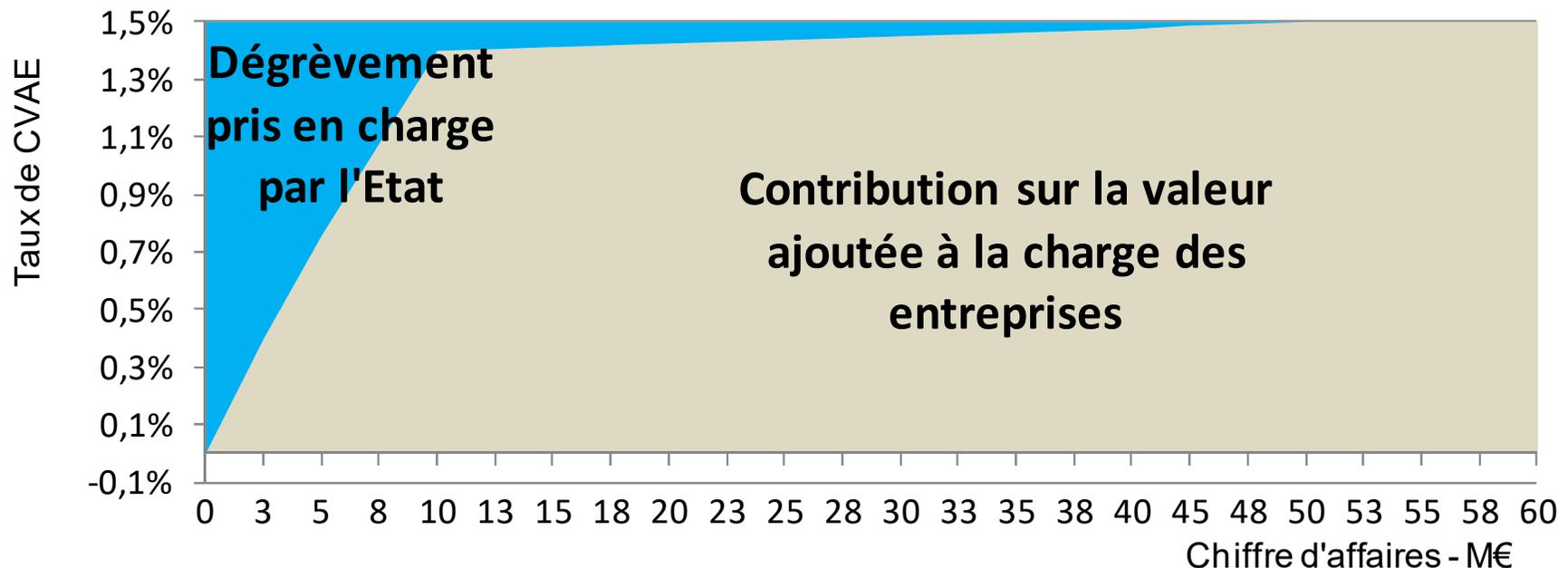


7.b – La CVAE sera touchée en 2021 et peut-être pendant plusieurs années



La CVAE est très sensible à la conjoncture économique

- Le taux reçu par les collectivités correspond à 1,5% de la valeur ajoutée des entreprises assujetties (à partir de 152,5K€ de chiffre d'affaires), même si le taux effectivement payé par les entreprises est progressif en fonction du chiffre d'affaires. Cette CVAE est répartie entre niveaux de collectivités (le bloc communal en perçoit 26,5%).
- Au niveau national, le montant de CVAE est ainsi quasiment parfaitement corrélé à l'évolution du PIB. Dans leurs dernières projections, la Banque de France (septembre 2020) prévoit une contraction de 8,7%, le gouvernement (septembre 2020) de -10%.
- LA CVAE des entreprises « multi-sites » est répartie géographiquement en fonction de clés assises sur les valeurs locatives (1/3) et les effectifs déclarés (2/3)





Le mécanisme d'encaissement par les collectivités induit des décalages entre l'activité économique et la recette fiscale

| | Nombre d'entreprises | | CVAE 2020 | |
|--|----------------------|-------------|--------------------|-------------|
| CVAE entreprise > 3000 €, soumises au mécanisme d'acomptes | 2 917 | 50% | 15 382,0 K€ | 81% |
| CVAE entreprise < 3000 € | 3 800 | 66% | 3 521,8 K€ | 19% |
| Total | 5 797 | 100% | 18 903,8 K€ | 100% |

- Sur le territoire du Grand Nancy, environ la moitié des entreprises représentant plus de 80% de la CVAE sont soumises au mécanisme d'acomptes
- La Métropole percevra en 2021 la CVAE payée par les entreprises en 2020 :
 - Deux acomptes au titre de la valeur ajoutée produite en 2020, qui ne sera connue qu'en juin 2021
 - Une régularisation au titre de la valeur ajoutée 2019, qui peut être positive (si les acomptes versés en 2019 étaient sous-estimés) ou négative (si les acomptes versés en 2019 étaient surestimés)



Les incertitudes portent ainsi à la fois sur la baisse de valeur ajoutée et sur la réaction des entreprises (modulation des acomptes)

Baisse de la valeur ajoutée

- Principales incertitudes :
 - Baisse du PIB en 2020 encore inconnue
 - Traduction pour le territoire du Grand Nancy :
 - Structure des secteurs d'activités plus ou moins touchés
 - Mais impact des dominants/situations individuelles des entreprises
 - Scénario de sortie de crise

Réaction des entreprises (modulation des acomptes)

- Schématiquement, deux scénarios possibles :
 - Modulation à hauteur de la baisse de valeur ajoutée : impact en 2021 proche de la baisse de VA 2020
 - Modulation plus forte des acomptes : baisse plus importante en 2021 mais reprise plus forte en 2022 (régularisation)

Modifications législatives à venir en loi de finances ?

- Plusieurs propositions du « rapport Cazeneuve » visent à limiter des effets d'accentuation des baisses/hausse



Quelle hypothèse de baisse de la valeur ajoutée?

- Les dernières projections par secteurs d'activités (OFCE) datent d'avant l'été et son plus pessimistes que les projections globales de septembre
 - Sur cette base et compte tenu de la répartition sectorielle des entreprises du territoire, l'ordre de grandeur serait de -12%

| NAF 17 | CVAE 2020 - K€ | Poids dans la CVAE 2020 | Impact annuel de 3,5 mois de confinement (1) | |
|---|-------------------|-------------------------------|---|---------------|
| | | | Var % | Var K€ |
| Agriculture, sylviculture et pêche | 11 | 0% | -4,4% | 0 |
| Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution | 1 226 | 6% | -5,8% | -72 |
| Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac | 651 | 3% | -4,4% | -28 |
| Cokéfaction et raffinage | 0 | 0% | 0,0% | 0 |
| Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines | 386 | 2% | -12,8% | -50 |
| Fabrication de matériels de transport | 0 | 0% | 0,0% | 0 |
| Fabrication d'autres produits industriels | 826 | 4% | -14,5% | -120 |
| Construction | 1 536 | 8% | -25,4% | -390 |
| Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles | 2 941 | 16% | -13,1% | -386 |
| Transports et entreposage | 976 | 5% | -14,4% | -141 |
| Hébergement et restauration | 643 | 3% | -37,7% | -242 |
| Information et communication | 1 518 | 8% | -7,0% | -107 |
| Activités financières et d'assurance | 2 029 | 11% | -5,9% | -121 |
| Activités immobilières | 368 | 2% | -2,0% | -8 |
| Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien | 3 596 | 19% | -11,8% | -423 |
| Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale | 1 734 | 9% | -2,1% | -37 |
| Autres activités de services | 428 | 2% | -13,5% | -58 |
| Non défini | 33 | 0% | -9,2% | -3 |
| ENSEMBLE | 18 904 | 100% | -11,6% | -2 186 |

(1) et 2 mois supplémentaires pour l'Hébergement et la Restauration



Quelle hypothèse de baisse de la valeur ajoutée?

| Rang 2020 de l'entreprise | Poids dans la CVAE 2020 | Secteur d'activité | Baisse simulée | Poids dans la baisse totale |
|---------------------------|-------------------------|--|----------------|-----------------------------|
| 1 | 2% | Industries alimentaires | -4% | 1% |
| 2 | 1% | Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné | -6% | 1% |
| 3 | 1% | Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion | -11% | 1% |
| 4 | 1% | Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné | -6% | 1% |
| 5 | 1% | Télécommunications | -7% | 1% |
| 6 | 1% | Activités pour la santé humaine | -2% | 0% |
| 7 | 1% | Programmation et diffusion | -7% | 0% |
| 8 | 1% | Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné | -6% | 0% |
| 9 | 1% | Fabrication d'équipements électriques | -13% | 1% |
| 10 | 1% | Recherche-développement scientifique | -11% | 1% |
| 10 premiers | 11% | | -7% | 7% |
| 50 premiers | 26% | | -9% | 20% |
| Total | 100% | | -12% | 27% |

- Une telle méthodologie ne peut pas tenir compte des cas particuliers d'entreprises, mais la CVAE du Grand Nancy est moins concentrée que dans d'autres territoires
 - Les 50 premiers établissements représentent environ un quart de la CVAE



Quelle hypothèse de modulation des acomptes ?

| | | CVAE 2019 | CVAE 2020 | CVAE 2021 | CVAE 2022 | CVAE 2023 | CVAE 2024 | Total 2021- 2024 |
|---|---|--------------|--------------------|----------------------------|----------------------------|---------------------|--------------------|---------------------|
| Baisse de la CVAE au titre de 2020 : 11,6 % | Forte modulation des acomptes (-20% au-delà de la baisse de VA) | 18 360 K€ | 18 904 K€ +3,0% | 13 997 K€ -26,0% | 19 439 K€ +38,9% | 18 891 K€ -2,8% | 18 873 K€ -0,1% | 71 201 K€ |
| | Modulation moyenne des acomptes (- 10% au-delà de la baisse de VA) | 18 360 K€ | 18 904 K€ +3,0% | 14 678 K€ -22,4% | 18 759 K€ +27,8% | 18 891 K€ +0,7% | 18 873 K€ -0,1% | 71 201 K€ |
| | Modulation des acomptes à hauteur de la baisse de VA | 18 360 K€ | 18 904 K€ +3,0% | 16 718 K€ -11,6% | 16 718 K€ +0,0% | 18 891 K€ +13,0% | 18 873 K€ -0,1% | 71 201 K€ |

- La baisse de CVAE en 2021 dépendra à la fois de la baisse de valeur ajoutée et de la modulation plus ou moins importante des acomptes par les entreprises.
- Ainsi, avec une même hypothèse de baisse de 12% de la valeur ajoutée sur le territoire, l'impact en 2021 peut être très significativement différent selon les modulations d'acomptes par les entreprises. Les effets de ces choix ont un impact sur plusieurs années.
- Le « rapport Cazeneuve » de juillet comporte deux recommandations pour limiter cette instabilité :
 - Modifier le mode de reversement aux collectivités en avançant le reversement de la régularisation : la CVAE perçue en 2021 serait alors à 100% assise sur la valeur ajoutée 2020
 - A compter de 2021, repousser à décembre le versement du deuxième acompte afin de limiter les écarts entre acomptes et CVAE due



7.c – Les recettes de transport : un impact immédiat de la crise



Du fait de son mode de financement, le transport urbain devrait faire partie des secteurs les plus durement touchés par la crise sanitaire

- Les deux principales recettes devraient être lourdement impactées, en 2020 mais aussi probablement après :
 - Le **versement mobilité** est attendu en forte baisse : perte de 6 à 7 M€ selon les premières estimations du Grand Nancy
 - Les **recettes commerciales**, désormais perçues par le Grand Nancy, devraient également diminuer de 3 à 4 M€ en 2020
- Côté dépenses, les économies sont généralement limitées (maintien d'un niveau minimal de service pendant le confinement), et sont à mettre en regard de coûts supplémentaires (achats de masques, mesures de nettoyage...).
- Ces baisses importantes de recettes pourraient rendre difficile le montage des budgets transport 2021.



Une compensation sous forme de dotation qui ne devrait couvrir qu'une partie des pertes

- La Loi de finances rectificative n° 3, votée en juillet dernier, prévoit de compenser les pertes de recettes fiscales et domaniales des collectivités sur la base des produits moyens perçus sur la période 2017-2019.
- De par son mode de calcul, qui prend en compte à la fois les pertes mais aussi les gains (fiscalité directe notamment), cette compensation ne devrait couvrir qu'une partie des pertes.
- L'AdCF et le GART militent pour une aide telle que celle accordée à Ile-de-France Mobilités début septembre, à savoir une avance remboursable de l'Etat pour couvrir les pertes de 2020 non compensées par le mécanisme de la LFR3, qui inclurait versement mobilité et recettes commerciales.



8 – Conclusions et enjeux pour la prospective



Conclusions

- La Métropole du Grand Nancy se distingue par une intégration intercommunale historiquement très forte. Cette intégration se traduit par une concentration des ressources fiscales mais également par des dépenses plus importantes que les autres métropoles.
- Du fait de cette intégration, la Métropole a enregistré une baisse de dotations importante. Elle a pu restaurer un niveau d'épargne élevé du fait d'arbitrages en dépenses.
- L'importance des investissements métropolitains (à elle seule, la métropole a investi plus que certains territoires métropolitains – communes + métropole) se traduit par un endettement élevé et par le fait que l'épargne dégagée en section de fonctionnement est aux deux tiers consommée par le remboursement de la dette.
- Ce mode de financement des investissements ne sera pas reconductible à cette hauteur sur du long terme.
- Dans un contexte incertain en matière de recettes, l'enjeu de l'exercice de prospective à venir réside donc dans la capacité à mettre en adéquation l'épargne dégagée et le niveau d'investissement :
 - Travail sur les dépenses de fonctionnement
 - Volume et lissage du programme d'investissement